

TABLE DES MATIÈRES

OMC : Échec du cycle de Doha ...	2
LE DEVOIR : Opinion : OMC: peut-on vraiment se réjouir de l'échec des négociations?, par Richard Ouellet, Professeur agrégé en droit international économique à l'Institut québécois des hautes études internationales et à la Faculté de droit de l'Université Laval - Édition du mercredi 06 août 2008	2
MÉTRO : Lettre : OMC : Les perdants ne sont pas ceux qu'on pense, par Normand Breault - Lundi 04 août 2008	2
LE DEVOIR: Chronique: Le monde a changé !, par Gil Courtemanche - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008	3
LE DEVOIR: Opinion: Organisation mondiale du commerce - Un échec souhaitable, par Hugo Beaugregard-Langelier, Agroéconomiste et M.A. en développement international et rural - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008	3
LE DEVOIR: L'OMC rappelée à l'ordre: L'organisation a sous-estimé la détermination des pays émergents, par Claude Turcotte - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008	4
THE FINANCIAL POST : Developing countries gain control, by Krista Lucenti, Senior Policy Analyst at the C.D. Howe Institute - Saturday, August 02, 2008	5
THE LEADER POST : Editorial : WTO : Unique opportunity squandered, by Bruce Johnstone, Leader-Post financial editor - Saturday, August 02, 2008	5
THE LEADER POST : Comment : Trade talks wither over farm aid, by DON CAYO - Friday, August 01, 2008	6
THE STAR PHONIX : Editorial : Selfish stance at WTO talks hurts Canada - Friday, August 01, 2008	6
THE STAR PHOENIX : Chinese actions in scuttling WTO talks dismaying - Friday, August 01, 2008	7
LE MONDE : L'échec de l'OMC n'est pas catastrophique - Édition du vendredi 1er août 2008	7
LE FIGARO : New Delhi et Pékin imposent leur loi à l'OMC, par Jean- Pierre Robin, chroniqueur économique - Jeudi 31 juillet 2008	7
LE FIGARO : OMC : après l'échec, l'heure des comptes : Pour les grands pays agricoles, Les principales puissances industrialisées, L'Europe prise dans cette tenaille - Jeudi 31 juillet 2008	8
LE FIGARO : « Un équilibre a été trouvé sur le clivage Nord-Sud, c'est une avancée majeure »- Jeudi 31 juillet 2008	8
THE FINANCIAL POST : Doha collapse to cost farmers \$10M daily : Canada's position on supply mangement no help: CAFTA - Thursday, July 31, 2008	9
THE FINANCIAL POST : 'NEW WORLD LANDSCAPE' FOR TRADE' : WTO TALKS SCUTTLED - Neither U.S. nor emerging economy India would blink - Thursday, July 31, 2008	9
LE MONDE: Analyse: Les nouveaux égoïsmes mondiaux, par Frédéric Lemaître - Mis à jour le vendredi 01 août 2008 à 13h42	9
LE MONDE : 1ère page : L'échec de l'OMC vu par MM. Mandelson et Barnier - Édition du jeudi 31 juillet 2008	10
THE ECONOMIST : Trade talks : The Doha round...and round...and round : After another failed summit, seven years of trade talks may become nine or ten - Wednesday, July 31st 2008 -- From The Economist print edition	11
EN FRANÇAIS (COURRIER INTERNATIONAL - 04 août 2008) : OMC • Sept années de discussions infructueuses	11
LE MONDE : Peter Mandelson : " Notre prospérité à tous dépend d'un système multilatéral fort " - Édition du jeudi 31 juillet 2008	12
LE MONDE : Michel Barnier : " Nous ne sommes pas parvenus à construire un accord réellement gagnant-gagnant " - Édition du jeudi 31 juillet 2008	12
LE MONDE : Le gouvernement indien n'a pas voulu prendre de risques - Édition du jeudi 31 juillet 2008	13
LE MONDE: LIBÉRALISATION Le cycle de Doha commencé il y a sept ans n'a pas abouti en dépit des efforts de Pascal Lamy: OMC : Etats-Unis et Inde font échouer les négociations - Jeudi 31 juillet 2008	13
LE DEVOIR: Opinion: Les mythes néolibéraux, par Lazar Konforti, Candidat à la maîtrise en développement international, Institute of Social Studies, Den Haag, Pays-Bas - Édition du mercredi 30 juillet 2008	13
LE FIGARO : L'OMC échoue sur l'agriculture : Les États- Unis, l'Inde et la Chine n'ont pas réussi à s'entendre - Mercredi 30 juillet 2008	14
LE FIGARO : Pascal Lamy doit revoir sa méthode - Le patron de l'OMC n'a pas créé le consensus politique indispensable - Mercredi 30 juillet 2008	14
LE FIGARO : Quel avenir pour le libre-échange? - L'impasse après sept ans de négociations - L'échec de la réunion de Genève compromet la création d'un « meilleur système de commerce mondial » - Mercredi 30 juillet 2008	15
THE FINANCIAL POST : Editorial : Canada's role at the WTO, by Terence CORCORAN - Wednesday, July 30, 2008	15
THE GAZETTE : Implications of the WTO failure - Wednesday, July 30, 2008	15
NOUVELOBS.COM: COMMERCE MONDIAL: OMC : il faut "conserver les acquis", selon Lamy - Mercredi 30 juillet 2008 à 14:26	16
NOUVELOBS.COM: COMMERCE MONDIAL: Les principales dispositions de l'accord de l'OMC - Mercredi 30 juillet 2008 à 11:22	16
LE MONDE: Les gagnants et les perdants du statu quo commercial: Quelles activités et quels pays souffriront ou bénéficieront de l'échec des négociations? - Mis à jour le mercredi 30 juillet 2008 à 13h50	17
LE MONDE.FR: "Déception" après l'échec des négociations à l'OMC - publié le mercredi 30 juillet 2008	17
THE GAZETTE: Chronic: The true north, strong and protected: "The farm lobby is determined not to give an inch on the protection it gets.", by Peter Hadekel - Thursday, July 30, 2008	18
LE DEVOIR: Opinion: L'impossible désaccord sur Doha, par Marcel Boyer, Vice-président et économiste en chef, Institut économique de Montréal Titulaire de la Chaire Bell Canada en économie industrielle, Université de Montréal Fellow du CIRANO - Édition du mardi 29 juillet 2008	18
LA PRESSE: Editorial: L'OMC fait patate, par Ariane Krol - Le mercredi 30 juillet 2008	18

OMC : Échec du cycle de Doha ...

LE DEVOIR : Opinion : OMC: peut-on vraiment se réjouir de l'échec des négociations?, par Richard Ouellet, Professeur agrégé en droit international économique à l'Institut québécois des hautes études internationales et à la Faculté de droit de l'Université Laval - Édition du mercredi 06 août 2008

À la suite du récent échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), on a beaucoup entendu les puissants lobbys agricoles québécois se féliciter de ce que les 153 Membres de l'OMC n'aient pu s'entendre sur de nouvelles mesures de libéralisation des échanges commerciaux internationaux. On a aussi beaucoup lu et entendu tous ceux qui craignent les impacts d'une mondialisation trop rapide et qui voient dans la panne du cycle de négociations de Doha une pause salutaire. À peu près rien n'a été dit et expliqué quant aux écueils qui découlent forcément de l'état de stagnation dans lequel est aujourd'hui plongé le système commercial multilatéral.

Il est vrai que la mondialisation n'apporte pas que des bienfaits et qu'il faut, à plusieurs égards, lui donner un visage plus humain. C'est toutefois une grave erreur que de croire et d'affirmer que l'OMC n'est que le moteur d'une mondialisation néolibérale insensible aux souhaits des populations et irrespectueuse de la souveraineté des États. Les orientations de l'OMC, faut-il le rappeler, sont déterminées par les gouvernements des États qui en sont Membres. La direction de l'OMC, quant à elle, est assurée par son directeur général qui est, pour encore au moins une année, M. Pascal Lamy, un ancien commissaire européen au commerce qui est d'allégeance socialiste et dont les écrits révèlent la recherche d'une gouvernance globale démocratique, équilibrée et généreuse.

S'il est indéniable que l'action de l'OMC favorise la libéralisation des échanges et une certaine intégration économique des États, elle n'est pas l'unique promotrice du libre-échange. Tant s'en faut. L'OMC offre un cadre multilatéral -- auquel participent aujourd'hui 153 États et territoires douaniers de tous niveaux économiques -- qui permet de négocier et d'appliquer des règles encadrant le commerce mondial. Avec pour objectif d'empêcher la discrimination entre les États, d'assurer un maximum de transparence dans les relations commerciales, de rendre les conditions de commerce prévisibles et de renforcer l'application de la règle de droit, l'OMC veut être un rempart contre l'unilatéralisme des grandes puissances commerciales et contre un développement anarchique des relations économiques entre États. On a bien vite oublié depuis le 29 juillet ce que peut apporter l'OMC à la communauté internationale. On savait déjà que des écueils importants guettent une libéralisation des échanges qui vogue avec beaucoup de voile mais sans capitaine. L'échec de cette semaine la prive, au moins

pour un temps, d'un gouvernail et d'une vigie. Car si l'OMC ne sera pas au cœur des développements du commerce international à court terme, il serait bien naïf de croire que l'intégration économique, elle, ralentira. Quelques dangers nouveaux menacent une mondialisation qui se ferait sans organisation multilatérale capable d'en systématiser et d'en réguler certains aspects.

Les insuffisances du bilatéralisme
Différents éléments de contexte dont l'approche d'une élection présidentielle aux États-Unis rendent quasi impossible la conclusion du cycle de Doha dans la prochaine année. Or, l'histoire récente nous a montré qu'en cas de blocage des organisations multilatérales, les États puissants et même les puissances moyennes n'attendent pas forcément une coordination ou un assentiment venant de la communauté internationale avant de poursuivre leurs objectifs de politique étrangère. Cela est particulièrement vrai en matières commerciale et économique. Dès qu'il a été certain que les négociations de Genève avortaient le 29 juillet, les gouvernements américain et canadien annonçaient une relance des négociations de leurs projets d'accords commerciaux bilatéraux avec, entre autres, plusieurs pays d'Amérique du Sud et d'Asie. Cette stratégie n'est pas l'apanage du Canada et des États-Unis. Les principaux pays commerçants de la planète augmenteront maintenant le rythme de leurs tractations bilatérales en vue de maximiser le nombre de leurs partenariats économiques. Cette relance du bilatéralisme dans les échanges économiques retarde et empêchera peut-être l'atteinte d'un certain nombre d'objectifs liés à une mondialisation équilibrée. Des exemples convaincants méritent d'être donnés à cet égard.

Le cycle de négociations qui a cours actuellement à l'OMC a pour nom Programme de Doha pour le développement. Ce programme adopté lors de la Conférence ministérielle de l'OMC de 2001 énumère 21 sujets pour lesquels on estime nécessaire d'améliorer les façons de faire. Parmi ses objectifs prioritaires, le Programme de Doha doit permettre aux pays en développement, et en particulier aux moins avancés d'entre eux, de s'assurer une part de la croissance du commerce mondial qui corresponde aux besoins de leur développement économique. Le cycle de négociation d'Uruguay et ceux qui l'ont précédé avaient plutôt été consacrés à la croissance économique, à la création de richesses et à la réalisation du plein emploi. Dans le cycle actuel, les pays en

voie de développement nourrissent l'espoir de voir la mondialisation leur profiter davantage.

Des litiges pendants portant sur le commerce des bananes ou du coton et des questions comme le subventionnement agricole, l'érosion des préférences, les sauvegardes, les difficultés de mise en oeuvre des accords, les mesures sanitaires, les politiques de concurrence, la conciliation des accords régionaux ou la participation des petites économies au commerce mondial sont autant de débats qui ne peuvent être menés utilement que dans un forum où tous les acteurs importants sont présents. Une multitude d'accords bilatéraux, aussi étoffés soient-ils, ne parviendront jamais à apporter des solutions efficaces à tous ces enjeux. La mondialisation continuera donc à s'opérer sans qu'on puisse mettre un semblant d'ordre dans ces questions pourtant importantes. Et quand les grandes puissances commerciales auront signé les accords bilatéraux avec les marchés qui les intéressent, quel sera leur intérêt à retourner à une table de négociation multilatérale pour régler ces problèmes qui affectent surtout les petites économies et les pays pauvres? L'intérêt pour le développement ne saurait se limiter au traitement des demandes de grands pays émergents si l'on souhaite l'avènement d'une mondialisation plus juste.

Le chant des sirènes du protectionnisme

Une autre menace qui guette le bateau de l'économie mondialisée est celle du retour au protectionnisme. Certains discours laissent craindre que des pays comme l'Inde, le Brésil ou d'autres pourraient être tentés par un repli et par moins d'ouverture des frontières. On sait qu'une telle attitude ne peut que desservir surtout dans un contexte de crise alimentaire et d'essoufflement de l'économie des pays industrialisés. L'expérience nous montre que l'ouverture des marchés est un bien meilleur outil que le quant-à-soi pour passer à travers une période économique qui pourrait être pénible pour plusieurs. On oublie d'ailleurs un peu vite que c'est dans des contextes de combat au ralentissement économique que l'on avait lancé puis conclu le cycle d'Uruguay qui a si bien servi l'économie de nombreux pays.

Il ne s'agit pas de prétendre que la libéralisation des échanges qui se pratique aujourd'hui est sans défaut. Il ne s'agit pas non plus de dire que les accords de l'OMC ne sont qu'une corne d'abondance pour tous. Il s'agit de rappeler qu'il vaut mieux une mondialisation avec une OMC forte qu'une mondialisation par le laisser-faire.

MÉTRO : Lettre : OMC : Les perdants ne sont pas ceux qu'on pense, par Normand Breault - Lundi 04 août 2008

Devant le tout récent échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, on entend souvent dire que les grands perdants sont les pays du Sud. Je n'en suis pas si sûr.

Une excellente analyse de Développement et Paix (La faim et le profit : crise du système alimentaire) vient de soutenir que «les politiques des institutions financières internationales et l'OMC,

façonnées par les gouvernements du Nord, ont systématiquement miné la capacité des individus et des communautés d'accéder à la nourriture et aux ressources nécessaires pour la produire».

Les échanges des denrées agricoles ne peuvent se faire comme s'il s'agissait de toute autre marchandise commerciale : ils passent après la satisfaction des besoins des populations et des paysans où qu'ils soient, et principalement au

Sud. À ce propos, l'organisme de coopération internationale rappelle : «La mise en œuvre de la souveraineté alimentaire passe par la reconstruction des économies agricoles locales et nationales. Cela voudrait dire ne plus traiter la nourriture comme une marchandise, mais comme un droit fondamental, et prendre des décisions en conséquence. Cela voudrait dire retirer le contrôle de la politique agricole et alimentaire aux accords

commerciaux et aux institutions financières internationales pour le mettre entre les mains des gens qui produisent la nourriture et en ont besoin.»

Souhaitons que l'impasse des négociations OMC permette aux dirigeants et aux diverses populations de redécouvrir que la véritable mondialisation suppose autonomie, liberté de décisions,

exactement le contraire de la dépendance, y compris alimentaire, dans laquelle le commerce mondialisé a enfermé le Sud en général, ainsi que les masses populaires au Nord.

LE DEVOIR: Chronique: Le monde a changé !, par Gil Courtemanche - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008

La Haye -- Durant dix jours, 153 pays ont discuté de libéralisation du commerce et des échanges à Genève, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce. Échec total d'une ronde de négociations qui a commencé à Doha il y a sept ans. Les grands pays industriels sont désolés et montrent du doigt l'Inde et la Chine. Le processus de globalisation et de libéralisation de l'économie engagé il y a une vingtaine d'années semblait irréversible, et seuls s'y opposaient des barbus et des marginaux partisans de ce qu'on appelle maintenant l'alter-mondialisme. Le G7, qui menait tambour battant cette opération de mise en taille du monde par les grandes multinationales porteuses de technologies nouvelles et d'économies d'échelle, contrôlait à l'époque près des trois quarts de la production économique mondiale. Les pays industrialisés assez riches pour subventionner et leur industrie et leur agriculture voulaient ouvrir tous les marchés, faire disparaître les barrières tarifaires, certains qu'à ce jeu, leurs produits gagneraient cette fausse bataille de la «libre concurrence». Les dés étaient pipés. Les pays industrialisés possédaient un tel pouvoir économique et de chantage politique qu'ils pouvaient dicter la marche de la planète, et bien ridicule devenait l'État qui s'y opposait.

Ce n'est plus le cas. Le monde a changé et c'est pour cela que les négociations de Genève ont échoué. Les pays du G7, qui sont maintenant 8, ne représentent plus que 45 % de la production économique mondiale. Le monde a changé et, confortable dans sa vision du monde, l'Occident, car on parle essentiellement de l'Occident (avec le Japon), a refusé de prendre en compte les conséquences de ce changement profond. Nous avons cru que nous pourrions faire entrer dans notre jeu tous les nouveaux riches, qui se contenteraient d'un peu de nouvelles richesses. Mais les nouveaux «riches» ne sont pas comme nous. Ils produisent énormément, leur PIB augmente, et dans l'ensemble, ils n'ont pas encore résolu leur

problème de pauvreté extrême. Les deux meilleurs exemples de ce paradoxe sont la Chine et l'Inde. Croissance économique en même temps que pauvreté endémique, en particulier dans le secteur rural.

Les Occidentaux ont promis quelques accommodements, une petite carotte plutôt qu'un gros bâton. Cela fonctionnait avant. Mais ce n'est pas ainsi que l'entend l'Inde, dont la richesse est minée par une agriculture pauvre, pas plus que la Chine, qui ne sait trop quoi faire de ses petits paysans, qui constituent encore la majorité de la population. Ce n'est pas ainsi non plus que le conçoit le Brésil, qui croit que la croissance économique doit lutter contre la pauvreté et qui y parvient. Les Occidentaux ne sont plus les maîtres absolus du monde. Ce sont des fonds souverains de pays comme l'Arabie saoudite, l'Indonésie ou Dubaï, qui viennent sauver leurs banques plombées par leur appétit spéculatif sur le marché immobilier.

Le monde dit de plus en plus «merde» à l'Occident détenteur de toutes les richesses et de tous les enseignements. Cela n'est pas nécessairement une bonne nouvelle, mais c'est un fait. Et nous tardons à le prendre en compte.

Au Myanmar, ce ne sont pas les frégates militaires occidentales, les menaces de sanctions occidentales qui ont ouvert les portes aux secours pour les populations ravagées par le cyclone, ce sont les pays d'Asie, qui n'ont pas accepté qu'on vienne ainsi, avec de gros bras et les meilleures intentions, bousculer un ordre dont ces pays s'accommodaient. Ce n'est pas nécessairement joli d'être obligés de faire des salamalecs à des généraux malades mentaux pour sauver des paysans, mais il faut faire avec. Les Asiatiques, qui n'aiment pas tous le gouvernement du Myanmar d'amour tendre, nous ont dit: «Mêlez-vous de vos affaires.» Difficile d'expliquer que nous pensons que tous les bonheurs du monde sont de notre ressort puisque

que nous avons provoqué tellement de malheurs et que leur souvenir est si facile à exploiter.

C'est le souvenir de l'horrible colonisation britannique du Zimbabwe qui a réuni presque tous les dirigeants africains autour de Mugabe et surtout notre empressement absolument justifié, légalement et moralement, à mettre le régime de Harare au ban de la communauté internationale. Au-delà du réflexe de club privé que j'ai déjà évoqué, les dirigeants africains à travers l'Organisation des États africains, un machin fantoche mais quand même influent en Afrique, ont dit à l'Occident: «Restez chez vous, nous allons trouver une solution.» On voit déjà la solution venir, un accord de partage du pouvoir entre un bandit qui devrait être en prison et un leader de l'opposition, jusqu'ici farouche démocrate, qui acceptera probablement de partager le pouvoir avec un criminel puis de partager le gâteau, les limousines de fonction et les résidences officielles.

Ici, à La Haye, on avait relayé les pires prédictions après la mise en accusation du président El-Béchir du Soudan par la Cour pénale internationale. Ce ne fut pas le cas. Les troupes de l'ONU ou les humanitaires n'ont pas été inquiétés jusqu'ici. Le Soudan a répondu comme le Zimbabwe par l'appel à la solidarité régionale et africaine. L'OUA a protesté, les pays musulmans aussi. Un bloc régional appuyé par la Chine, le nouveau sauveur de l'Afrique, s'est formé. La solution, on l'imagine déjà: une fausse paix au Darfour, des rapatriements dans des villages détruits sous l'égide d'une mission africaine et bien sûr, l'impunité pour un génocidaire. Pour le moment, en Afrique, on croit qu'une paix possible peut pardonner les crimes passés. C'est une erreur fondamentale, mais l'Occident n'y peut rien. Nous défendons les droits humains avec raison, mais notre histoire dit tellement le contraire que nous sommes condamnés à nous refaire une virginité pour être crédibles. Le monde a changé, mais pas nous.

LE DEVOIR: Opinion: Organisation mondiale du commerce - Un échec souhaitable, par Hugo Beauregard-Langelier, Agroéconomiste et M.A. en développement international et rural - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008

Peu avant l'échec des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les rumeurs d'un possible accord sur la libéralisation du commerce, particulièrement en agriculture, ont fait ressortir les grandes voix médiatiques du libéralisme économique pour nous en chanter ses louanges. Dans le cas bien spécifique de l'agriculture, on ne cesse d'entendre l'interminable même «cassette» sur les bienfaits du libre marché et son inévitabilité sans qu'on nous explique les fondements d'une telle approche. En relisant les textes des principaux défenseurs de ce discours et leur position vis-à-vis des plus récentes propositions issues du cycle de Doha, quatre éléments centraux reviennent constamment.

Dans un premier temps, on fait miroiter aux gens l'idée qu'il y a consensus parmi les économistes afin d'ajouter une certaine crédibilité au propos. Dans un deuxième temps, on tente de nous convaincre que le libre marché est sans faute, voire parfait, et qu'il est le seul à pouvoir créer et répartir convenablement la richesse. Troisièmement, le système de gestion de l'offre dans les secteurs du lait, de la volaille et des ūfs est

diabolisé, en sous-entendant qu'il est issu d'une approche communiste arriérée tout en représentant l'ultime frein au développement agricole québécois. Et en dernier lieu, on nous sort l'argument économique à saveur quasi sentimentale que la libéralisation du commerce en agriculture est le point de salut pour tous ces «petits agriculteurs» pauvres et fragiles.

Une brève revue de la littérature économique démontre clairement que plusieurs positions se font face, principalement entre les courants keynésien, prônant notamment une intervention de l'État dans la sphère économique, et néo-classique, arguant que la libéralisation et le laisser-faire des marchés sont à la base du bien-être individuel et collectif. Il est donc absurde de laisser entendre qu'il existe un supposé accord entre les économistes.

Le second argument voulant que les marchés libres soient parfaits est un triste déni de la réalité. Rarement entendons-nous dire par les tenants du néolibéralisme que leurs modélisations sont basées sur l'hypothèse stipulant obligatoirement que le consommateur doit avoir un comportement

rationnel devant ses choix économiques. Trop de facteurs inconnus interviennent dans la simple équation de l'offre et de la demande pour que tous les acteurs participant aux marchés puissent faire des choix rationnels basés sur des informations parfaites pour chacune de leurs transactions. Les attaques répétées visant la gestion de l'offre nourrissent l'idée que cette forme de mise en marché empêche le consommateur de profiter des avantages de la concurrence en plus d'empêcher l'industrie de croître. Il faut soit être déconnecté de la réalité commerciale, soit être idéaliste pour ne pas se rendre compte que l'industrie agroalimentaire québécoise et mondiale est contrôlée par une poignée de multinationales et que rien ne prouve, surtout pas la rhétorique néoclassique, que cet oligopole emmènera une plus grande concurrence en matière de prix. Mais au-delà de la question des prix et de la concurrence, pourquoi voudrions-nous que les industries agroalimentaires exportent davantage si ce n'est pour enrichir quelques actionnaires au détriment d'une plus grande concentration des fermes (comme c'est le cas en Australie et aux États-Unis), donc



d'une diminution encore plus accélérée de ces dernières en territoire rural?

Coûts fixes

Pour supposément créer de la richesse et de l'emploi alors qu'il a été démontré que les multinationales sont très peu créatrices d'emplois comparativement aux PME? Pour tenter de conquérir de nouveaux marchés et être concurrentiel à l'échelle internationale alors que le climat nordique nous contraint à des coûts fixes beaucoup plus élevés qu'ailleurs dans le monde? Il serait illogique de détruire un système qui permet aux consommateurs d'avoir accès à un produit québécois n'ayant pas un prix régi par les fluctuations du marché, aux producteurs de voir leurs risques diminuer, aux gouvernements de n'intervenir que pour fixer les prix de vente en fonction des coûts de production tout en établissant les barrières tarifaires, et aux industries d'obtenir un approvisionnement constant et de haute qualité. Parmi l'ensemble des raisons invoquées pour libéraliser les échanges commerciaux en agriculture, la plus remarquable est celle voulant que les pays en développement, en particulier leurs agriculteurs, seront les grands bénéficiaires d'une telle approche. Il suffit de visiter et de discuter avec des producteurs de riz à Diré, au Mali, ou des producteurs d'ananas à Bohicon, au Bénin, ou encore des producteurs de canne à sucre à Negros, aux Philippines, pour s'apercevoir que la supposée majorité silencieuse ne souhaite pas une entière libéralisation des marchés. Ces pays demandent plutôt des règles commerciales équitables leur permettant de ne plus être dépendants des marchés extérieurs et de pouvoir produire

une alimentation pour leur population qui, à l'heure actuelle, crie toujours famine. Les institutions internationales ont volontairement orienté les pays en développement à pratiquer une agriculture d'exportation et les récentes propositions de l'OMC ne visent qu'à renforcer leur dépendance vis-à-vis des denrées de base. Quand bien même les pays développés réduiraient leurs tarifs à l'importation, pourquoi le consommateur occidental achèterait-il plus de bananes lorsque celles-ci sont déjà à 49, 59 ou 69 ¢ la livre? Pourquoi boirait-il plus de café alors que le prix de celui-ci est déjà extrêmement bas? Pour favoriser le «petit producteur» qui ne touchera probablement pas plus de 5 % du prix final? Voilà toute l'hypocrisie et la contradiction du discours économique néolibéral qui se prétend ardent défenseur des pauvres et des fragiles.

Parmi l'ensemble des raisons invoquées pour libéraliser les échanges commerciaux en agriculture, la plus remarquable est celle voulant que les pays en développement, en particulier leurs agriculteurs, seront les grands bénéficiaires d'une telle approche. Il suffit de visiter et de discuter avec des producteurs de riz à Diré, au Mali, ou des producteurs d'ananas à Bohicon, au Bénin, ou encore des producteurs de canne à sucre à Negros, aux Philippines, pour s'apercevoir que la supposée majorité silencieuse ne souhaite pas une entière libéralisation des marchés. Ces pays demandent plutôt des règles commerciales équitables leur permettant de ne plus être dépendants des marchés extérieurs et de pouvoir produire une alimentation pour leur population qui, à l'heure actuelle, crie toujours famine. Les institu-

tions internationales ont volontairement orienté les pays en développement à pratiquer une agriculture d'exportation et les récentes propositions de l'OMC ne visent qu'à renforcer leur dépendance vis-à-vis des denrées de base. Quand bien même les pays développés réduiraient leurs tarifs à l'importation, pourquoi le consommateur occidental achèterait-il plus de bananes lorsque celles-ci sont déjà à 49, 59 ou 69 ¢ la livre? Pourquoi boirait-il plus de café alors que le prix de celui-ci est déjà extrêmement bas? Pour favoriser le «petit producteur» qui ne touchera probablement pas plus de 5 % du prix final? Voilà toute l'hypocrisie et la contradiction du discours économique néolibéral qui se prétend ardent défenseur des pauvres et des fragiles.

La crise alimentaire et l'échec des négociations devraient être des signaux d'alarme pour comprendre que la libéralisation des dernières années n'a pas apporté les résultats attendus. Il est temps pour les instances internationales de revoir la stratégie commerciale en agriculture pour une meilleure création et redistribution de la richesse avantagieuse économiquement mais également politiquement et socialement pour les consommateurs, les agriculteurs, les gouvernements et l'industrie. Un système permettant aux pays de produire et de protéger certaines denrées alimentaires de base sans les exporter sur le marché mondial, tout en pouvant exporter d'autres productions ne bénéficiant d'aucune subvention, s'avérerait une approche beaucoup plus équilibrée et réaliste pour en venir à un accord international.

LE DEVOIR: L'OMC rappelée à l'ordre: L'organisation a sous-estimé la détermination des pays émergents, par Claude Turcotte – Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008

La bataille pour la conquête des marchés mondiaux ne s'arrêtera pas, malgré un échec retentissant cette semaine dans les négociations multilatérales à l'Organisation mondiale du commerce. Était-ce le sprint final du cycle de Doha? Il faudra d'abord réfléchir aux causes profondes de ce refus d'aller de l'avant dans la libéralisation du commerce des produits agricoles dans les conditions proposées. En attendant, les pays exportateurs se lancent à la recherche d'ententes bilatérales. Après sept ans d'efforts pour faire aboutir le cycle de Doha, les 153 pays membres de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) se sont heurtés à un mur cette semaine. Tout le monde se demande maintenant quelle direction va prendre le commerce mondial. Se pourrait-il que cet échec annonce tout simplement l'émergence d'un nouvel ordre mondial?

Il y a eu depuis mercredi de nombreux commentaires, explications et interprétations à propos de cette impasse à Genève. Le diagnostic le plus susceptible d'ouvrir la voie à des solutions porteuses pour l'avenir a sans doute été posé par Jonas Gahr Støre, chef de la diplomatie norvégienne. «Peut-être ai-je assisté à l'effondrement d'un ordre mondial. Mais en même temps, j'ai été témoin de l'émergence d'un nouvel ordre mondial, où tous les pays du monde sont présents et défendent leur bon droit. Il y a encore quelques années à peine, les États-Unis et l'Union européenne résolvait les différends. Lorsqu'ils s'unissaient autour d'une solution, celle-ci s'imposait souvent. Ces jours sont comptés», écrit-il, en évoquant la montée en puissance de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

Sans l'exprimer dans des termes aussi explicites, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, a parlé lui aussi «d'un nouveau paysage mondial» dans lequel on voit désormais des pays du Nord et du Sud, comme les États-Unis, le Brésil et l'Argentine, et qui ont «des intérêts énormes» dans les

exportations. Il y a aussi des puissances émergentes comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie et d'autres qui veulent marquer les règles du commerce mondial, ce qui n'était pas le cas auparavant.

La nouvelle tentative de mener à bien le cycle Doha «a buté sur un obstacle imprévu, dont la taille n'avait pas été mesurée», a reconnu M. Lamy, en avouant sa surprise devant un tel dénouement. Cet obstacle était la clause de sauvegarde destinée à protéger les pays en développement contre les pics d'importation qui pourraient résulter d'une baisse des droits de douane. On ne s'est pas entendu sur les pourcentages, et l'Inde a refusé l'offre qui était sur la table. «Je suis prêt à négocier un accord de commerce, pas la vie d'agriculteurs pauvres», a déclaré Kamal Nath, ministre indien du Commerce. On s'étonne forcément que l'OMC n'ait pas eu la sensibilité de voir venir le coup, sachant que 60 % de la population en Inde dépend de l'agriculture, contre 3 ou 4 % dans les pays développés. Selon l'ONG ActionAid, 150 000 paysans indiens se seraient suicidés entre 1997 et 2005, à cause d'une crise majeure dans l'agriculture du pays.

Des agriculteurs de nombreux pays se sont réjouis de cet échec, et de multiples organismes, comme Greenpeace, Oxfam et même Public Citizen, association formée aux États-Unis par Ralph Nader, ont réagi de la même façon. Tout ce monde a fait valoir qu'il valait mieux ne pas avoir d'accord qu'un mauvais accord. Le projet de l'OMC, selon eux, n'annonçait rien de bon pour l'environnement, pour les populations de nombreux pays, pour l'agriculture vivrière. «Il faut accepter la leçon de la crise alimentaire et reconnaître que la souveraineté alimentaire est un droit qui doit transcender les règles marchandes. Il faut respecter les droits des travailleurs. Il en va de même pour l'environnement, dont la protection

est le plus souvent considérée comme un obstacle au commerce», avancent les altermondialistes.

Ce sont là des considérations qui vraisemblablement n'ont pas été suffisamment prises en compte dans les négociations à l'OMC, où la dimension commerciale semble avoir pris toute la place. Cette perception est sensiblement celle que partage Michel Barnier, le ministre français de l'Agriculture, qui au nom de son gouvernement a plaidé pour «un accord équilibré». Tout en critiquant le refus des pays émergents, il s'est demandé si l'OMC était la meilleure enceinte pour discuter des questions agricoles: «Est-ce que l'agriculture et l'alimentation, c'est seulement à l'OMC qu'il faut en discuter? Est-ce qu'il n'y a pas d'autres enceintes où on pourrait discuter de ce lien entre agriculture et alimentation, pour le développement, contre la faim et pour la reconstruction des pays agricoles les plus pauvres?»

Ces différences observations conduisent tout naturellement à une interrogation. «Doit-on remettre l'OMC en question?», a-t-on demandé à M. Lamy. À ses yeux, l'échec n'est pas attribuable à l'OMC comme telle et le blocage a porté sur des «des questions de substance». Il explique que l'OMC est un organisme qui fonctionne sur la base de consensus et que ses membres doivent se mettre d'accord non pas sur des principes, mais sur des règles et des législations très précises et détaillées. Sa démarche porte sur des questions techniques très compliquées. «Nous sommes comme une ONU du commerce sans conseil de sécurité ou un FMI sans conseil d'administration», dit-il. En d'autres mots, l'OMC ne peut pas fonctionner à partir de décisions prises d'en haut. M. Lamy a tout de même essayé cette fois de rechercher d'abord un consensus auprès de sept membres totalisant 80 % du commerce mondial, ce qui commence à ressembler à une sorte de conseil de sécurité.

Quoi qu'il en soit, au cours d'une réunion des membres à l'issue des négociations, le directeur général a voulu connaître leur perception de l'avenir du cycle de Doha. «Tous veulent préserver les acquis de cette semaine et ont exprimé leur déception de ne pas avoir franchi la dernière étape.» Quelqu'un lui a alors lancé: «Vous êtes optimiste pour l'avenir.» M. Lamy a eu cette réponse révélatrice: «Ce serait beaucoup dire.» En effet, il est fort improbable que les négociations sur l'agriculture et les produits industriels reprennent dans les prochains mois. Il faudra de toute façon prendre le temps de décanter ce qui s'est passé à Genève au cours de ces neuf jours de négociations. Et puis, il y aura les élections américaines en novembre et l'arrivée d'un nouveau président à la Maison-Blanche, au début de 2009. Le temps que ce président ait pris connaissance de tous ses dossiers et que les négociations aient pu reprendre à l'OMC, on sera rendu loin

dans l'année. Or, le mandat de quatre ans de M. Lamy, comme directeur général, expirera le 1er septembre 2009. De plus, des changements de leadership auront lieu dans plusieurs autres pays, ce qui entraînera là aussi des délais. En outre, il faudra tenir compte du fait que le contexte a beaucoup changé depuis 2001, comme l'explique Sandra Polaski, de l'Institut Carnegie: «Les sept années du cycle de Doha ont coïncidé avec l'émergence et la croissance rapide de la Chine, de l'Inde et d'autres économies en développement. Tout accord futur sera très différent de celui du régime commercial actuel et offrira des conditions plus avantageuses aux pays en développement. Sinon, il n'y aura pas d'accord du tout et ces pays auront de fait un pouvoir de blocage.» Voilà donc un constat qui fait partie des nouvelles réalités planétaires. Cela dit, il est certain que l'absence d'un nouvel accord à l'OMC n'arrêtera pas la «planète com-

merciale» de tourner. D'ores et déjà, plusieurs pays, dont le Canada, font part de leur intention d'accorder la priorité à des ententes bilatérales à défaut d'en avoir une multilatérale. L'absence de règles pour mieux discipliner les relations commerciales pourrait aussi entraîner un réflexe protectionniste plus prononcé. Le Brésil, qui n'a pas d'accords bilatéraux et qui a des ambitions exportatrices considérables, se donne pour priorité, comme le Canada, d'établir le libre-échange avec l'Europe. Inutile de dire que les Américains auront beau jeu dans des négociations bilatérales avec de nombreux pays. Le Conseil international du Canada rappelait, au lendemain de l'échec à l'OMC, que la montée en puissance de la Chine et de l'Inde risque de nuire aux économies du Mexique et de l'Amérique latine, une région dont Ottawa a fait une priorité de sa politique étrangère.

THE FINANCIAL POST : Developing countries gain control, by Krista Lucenti, Senior Policy Analyst at the C.D. Howe Institute – Saturday, August 02, 2008

Following the collapse of the WTO Doha Round on July 29th, many newspapers reported that India and China were instrumental in the demise of the agreement. The overall sense is that developing countries torpedoed a deal that would have raised millions out of poverty. But casting them as the villains of the piece is unfair. Developed countries should have allowed poor countries more flexibility in setting their agricultural liberalization commitments. Trade leads to economic growth which leads to poverty alleviation — this is not disputed here. And certainly a successful Doha Round would be better than the status quo. But who stands to gain most? According to a World Bank study, the gains in 2015 from the implementation of a Doha agreement would total \$96 billion, with \$80 billion accruing to developed (rich) countries mainly through their own agricultural liberalization. This works out to \$79 per person in rich countries and \$3 per person in poor countries, or less than a penny a day. Benefits to the developing world are unevenly distributed; Argentina, Brazil, China, India and Thailand gain while Mexico, Bangladesh and much of Africa are net losers. Nevertheless, by 2015, a Doha outcome would lift 6 million people above the \$2-a-day poverty line. Developing countries, particularly India, China and Indonesia, want significant wiggle room to control imports of staple agricultural commodities that will increase as tariffs are lowered — increa-

ses in countries where there are more agricultural workers with less labour mobility, and fewer social security systems. Developing countries worry that jobs lost in the agricultural sector will not be gained in the industrial sector, as both markets are opening simultaneously. China, which has already made significant changes to its economy as part of gaining membership to the WTO in 2001, already has low agricultural and industrial tariffs and provides few subsidies. In addition to the fact that developed countries gain more overall, there are two further reasons why developing countries should have been granted flexibilities in setting their agricultural liberalization commitments. First, developed countries — notably the EU and the U.S. — have insisted on caps to their domestic support for farmers which far exceed the actual amount spent. The U.S. was willing to cap their spending at \$15-billion per year when their actual spending was \$7-billion — payouts to farmers vary inversely with prices, so reducing subsidies now in a period of sustained high prices would have been easy. Moreover, the exceptions developed countries carved out for themselves (supply management anyone?) eliminated real policy constraints and virtually eroded poverty reduction gains. Second, the Doha Development Round was intended to remedy the asymmetries in the multilateral system and to redress the balance between deve-

loped and developing countries. In the end, the negotiations polarized rich and poor and created disparities between the large developing countries and the smaller poorest countries. Africa's main concern, a reduction in cotton subsidies, was marginalized. According to the World Bank, the elimination of cotton subsidies would lead to a rise of 30% in farmers' incomes in Sub-Saharan Africa and around 40% in West Africa in particular — Doha was less ambitious but the gains are still significant. Trade facilitation — the simplification and harmonization of international trade procedures — so key to Africa's development, is another casualty of a dead agreement. Demanding that poor countries cut tariffs during a global slowdown and food security concerns may make economic sense, but it isn't politically palatable. Rather than finger-pointing, members should be asking themselves whether the negotiations were on the right track to begin with and whether they met the lofty development objectives set out in 2001 when the round was launched. With the exception of protected agricultural producers in developed countries, everyone is worse off without a Doha agreement. Lifting 6 million people out of poverty is certainly worth the effort. But without political commitment to reduce the asymmetry in rewards and sacrifices needed to make a deal, little headway is likely in the future.

THE LEADER POST : Editorial : WTO : Unique opportunity squandered, by Bruce Johnstone, Leader-Post financial editor – Saturday, August 02, 2008

The collapse of the World Trade Organization talks this week is: a) the worst setback to trade liberalization since the Smoot-Hawley Tariff Act of 1930; b) a devastating blow against globalization and the corporate agenda; c) a devastating blow against the world's poor, especially subsistence farmers in the developing world; or d) the triumph of domestic politics over economic common sense. The answer is: it depends on who you talk to. The WTO's "Doha development round," which began in 2001, was touted as a "unique opportunity to boost global commerce and offer millions of poor farmers and others in developing countries a chance to trade their way out of poverty," according to a recent Reuters report. The idea was to focus the Doha round almost exclusively on agricultural subsidies and tariffs, which had been a major stumbling block during

the WTO's Uruguay round of trade talks, which ended in 1994. As it turned out, this unique opportunity was squandered away by the usual culprits: economic self-interest, domestic political considerations and the constantly changing cast of characters at the bargaining table. Agreement seemed tantalizingly close after nine days of talks in Geneva. In fact, a draft agreement was in the works on Tuesday as the European Union attempted to bridge the gap between developed and developing nations with a compromise deal. Developing nations, led by China and India, had proposed letting poorer countries impose emergency restrictions on food imports in the form of high tariffs, if imports exceeded 40 per cent over a three-year average. India had argued for a 15-per-cent trigger to allow poorer countries to react quickly to staunch

the flood of imports. While the EU was prepared to compromise, the U.S. was not, causing the talks to collapse like a cheap tent. U.S. Trade Representative Susan Schwab said the deal would have allowed developing nations to continually hike their tariffs, and protect their farmers, while American farmers would see their subsidies slashed to a mere \$15 billion a year, without a corresponding opening of export markets. But Schwab's EU counterpart, Peter Mandelson, said U.S. insistence on a "dollar-for-dollar approach" to the trade talks ultimately led to their failure. Others blamed India for the impasse. Regardless of which nation or nations should be blamed for the collapse of the talks, the question remains: Was it a good or bad thing? Good, say anti-globalization groups, who proclaimed the collapse a victory for farmers, workers and the poor. That view was shared by some

Canadian farm groups, like the NFU. "If concluding a successful deal at WTO means Canada giving away the farm, then I'm glad it failed," said NFU president Stewart Wells. But that view was not shared by all farm groups in developing and developed countries alike. In Africa, groups representing cotton farmers decried the failure of the talks, which had promised to reduce U.S. cotton subsidies. In South America, Brazil could lose one per cent off its GDP, or \$15 billion in foregone farm exports, due to the collapse of the talks.

The Canadian Agri-Food Trade Alliance says the lack of deal will cost its members — primarily grains, oilseeds and livestock producers not covered by supply-managed agricultural programs — \$10 million a day or \$3.65 billion a year in lost sales. One economist yawned and said the failure to reach agreement might cost the global economy \$50 billion a year — "a rounding error" in world economy worth \$54 trillion. But the Chinese commerce minister said the failure will have a "major impact on the fragile

multilateral trading system," adding to the "world economic slowdown, serious inflation and imminent financial risks." While it's not the end of the world, the collapse in the Geneva talks will hurt many farmers in developing countries, delay the reduction of farm subsidies in the development world and exacerbate the current world food shortage and high prices. And, with apologies to Martha Stewart, that's not a good thing.

THE LEADER POST : Comment : Trade talks wither over farm aid, by DON CAYO - Friday, August 01, 2008

VANCOUVER

— Nobody should be surprised at the collapse of the Doha Round of World Trade Organization talks this week. Everybody should be disappointed. Everybody, that is, except the greedy farm lobbies — Canadian dairy and poultry farmers included — who fight ceaselessly to maintain their cushy sinecures regardless of the cost to consumers in their own countries or the devastating loss of opportunity for people in poor parts of the world. And except for the legions of bureaucrats who jet around the world on expense accounts for endless rounds of talks that can be counted on to yield still more trips when they fail. Canada's reaction — we'll now focus on new bilateral deals instead of a global pact, according to federal Trade Minister Michael Fortier — may be the best that can be salvaged from this seven-year-long exercise in futility. But this is a weak second-best result compared to what a breakthrough would have meant. And Canada will face tough challenges in pulling off this alternative strategy in a meaningful way, partly because we're at least five years late in making it a priority, and partly because we're too small a market to ever be an important hub in the new hub-and-spoke trade patterns that will continue to emerge in the absence of a global deal. The Doha Round, established in 2001, had its first big failure in Cancun, Mexico, in September of 2003. (Its earlier "success" — pretty well its only one — was agreeing on a chairman after just two months of wrangling.) I was in Washington on other business when the negotiators conceded the Cancun talks were

hopelessly deadlocked over agriculture, the same stumbling block that tripped them up this week. I spoke with Roger Noriega, the U.S. ambassador to the Organization of American States, and he said point-blank that, thanks to the Cancun failure, his country would switch focus to bilateral deals. He apparently meant what he said. Since then, the U.S. has pulled off a dozen such deals, thus becoming the centre of the most important hub-and-spoke trading system on earth. Ironically, this development also diminished the value of being a spoke. Canada was in the catbird seat as the first country to negotiate a free trade pact with the Americans, but now we're just one of many. Nor did we compensate with any significant bilaterals of our own. In the period when the U.S. scored 12 such deals, we inked only three minor deals — with Chile, Costa Rica and Israel. It might be justifiable to delay the pursuit of bilateral deals if Canada had really meant what it said about trying to save Doha. But all this time our politicians' petty, protectionist actions gave lie to their pious words. While the Americans out-flanked and out-maneuvred us on the bilateral front, our WTO negotiators played out a sham. Canadian negotiators pretended to stand tall for genuine trade liberalization, yet they consistently undermined their credibility by digging in on Canada's sacred cow — the huge tariffs that maintain artificially high prices for our supply-managed dairy and poultry products.

For most countries, the consequence of the Doha failure won't be catastrophic. World trade will continue — indeed, it will even grow, although not so vigorously as it could and should. To put what was lost into context, the sticking points that led to the collapse weren't the egregious tariffs and subsidies that many countries impose to protect their political darlings. Rather, it was how much — if at all — protectionist countries should be allowed to increase these supports in the future. But the stalling of already-slow momentum toward freer global trade is serious nonetheless. For a trading nation like Canada that has almost all its eggs in one basket — a huge dependence on the U.S. — it will hamper any efforts to diversify. We may be able to become new spokes to a handful of weak hubs, but if bilateral trading patterns proliferate around the world, we will see ourselves left out of most of them. Meanwhile, for countries mired in poverty and looking for a way out, the effect will be much more dire. In a world where many once-poor places are finally on the road to prosperity thanks to trade, it slams shut the only door that holds any promise for those who haven't yet begun this journey. The best hope for these countries is that some rich nations — Canada should be among them — will simply grant them access to our markets as a sensible supplement to development aid. But, given the fierceness of protectionist sentiment in so many countries, ours included, I won't hold my breath.

THE STAR PHONIX : Editorial : Selfish stance at WTO talks hurts Canada – Friday, August 01, 2008

As strange as it may seem, the sun continues to rise, the crops continue to grow and the world continues to turn even after the ignominious breakdown of the World Trade Organization talks in Geneva this week. But even as these everyday occurrences continue on their merry way, there is something irrevocably different about the world. For one thing, it is clear that emerging economies such as India, China and Brazil now have a seat at the table — as uncomfortable as that may be for those accustomed to holding the reins of power. For another, Canada no longer has a significant role to play at the WTO. The death of the Doha round of talks which, like the death of a coward, seems to occur a thousand times, bodes ill for a world economy that's teetering on the brink. And Canada's absence from the centre spells trouble for this country's ability to protect its interests either when the talks finally sputter back to life (something that is bound to occur, given the importance of reaching a deal) or in its efforts to negotiate bilateral side deals with the likes of the European Union.

It wasn't so long ago that Canada was at the centre of global trade talks. It was a member of the WTO's Quad — that also included the EU, United States and Japan — the powerful group of countries that helped hammer together the last trade liberalization pact. This time, however, the Quad has been displaced by a new G7 made up of the U.S., EU, India, Brazil, Australia, China and Japan. That's not to say Canada lacked interest in the outcome of the Doha round. As a major agricultural exporter, it has a big stake in having the talks succeed. In fact, according to the International Herald Tribune, Canada had an official delegation that totalled some 40 bodies at last month's meeting, but when one counted all the delegates from provincial governments, farm and trade groups, and seemingly just about anyone with a passport, an estimated 150 Canadians had taken up residence in Geneva. It was perhaps illustrative of the problems that faced WTO director general Pascal Lamy and others who hoped to make a deal. While everyone

talked about their desire to reach a compromise, too few were willing to make any significant concessions because they were worried about the reaction from too many interest groups. Canada was intransigent when it came to giving up protection for its supply-management sector. This was the position of the previous Liberal government and it is the position of the current government. Although Prime Minister Stephen Harper and his Conservatives gladly would throw the Canadian Wheat Board into the abyss, the political threat inherent in giving up the supply management system that protects poultry and dairy farmers, most of whom are based in Central Canada, is more important a consideration than being perceived as a world leader. Similarly, the U.S. refused to accede to India's demand that developing countries be allowed a safety mechanism to protect their subsistence farmers should there be a precipitous drop in the commodity prices. U.S. trade representative Susan Schwab argued that to do so would be a step backward that discredits the globalization that has brought



prosperity to more people than ever before in history. India, backed by China, argued that the rich countries had used just such safety mechanisms to protect their agriculture industries, giving them a huge advantage over the more than one billion farmers in developing nations who are now precariously clinging to their land. As unfortunate as it is that the talks collapsed, the global trading system isn't about to come crashing down. Since the Uruguay round of trade talks were successfully completed 14 years ago, the world's manufacturing and service industries have become so complex and interdependent that it's

impossible to imagine a scenario where they could be dismantled without widespread pain or even violence. It's worth remembering this round of talks began only a couple of months after the terror attacks on America made world leaders think about the need to provide greater security, wealth and connectivity to the world's poorest people. Even though a new deal involves potentially increasing global GDP only by about 0.1 per cent, its symbolism is enormous, especially in light of current global economic uncertainty.

Canada, which is disproportionately dependent on global trade, should have a seat at the table when the dust settles from this debacle and sanity begins to return. That may mean moving on supply management and offering to change the Wheat Board to an entity that finds greater acceptance among our trading partners. These changes are coming in any event, so as painful as it might be for politicians and lobbyists, the players involved need to adjust before it's too late.

THE STAR PHOENIX : Chinese actions in scuttling WTO talks dismaying – Friday, August 01, 2008

The following is a Washington Post editorial. To the litany of recent sour economic news add this unhappy bulletin from Geneva: The global trade negotiations known as the Doha Round broke up this week without an agreement. Instead of a new international plan to cut tariffs, which would have boosted economic growth worldwide, members of the World Trade Organization proved themselves unready for such a deal for the foreseeable future. This result casts a long shadow over the WTO's future relevance and increases the likelihood that global trade will splinter into competing regional or sectoral blocs. There is plenty of blame to go around. The growing anti-globalization mood in both the developing and developed countries did not make this the most auspicious moment, politically, for a deal. Then there is the unduly complex WTO process itself, which requires the agreement of all countries on all points in a multiyear negotiating "round."

when it began in 2001, the Doha Round was premised on the notion that developed countries would sacrifice their traditional (and wasteful) protection of agriculture to create more opportunities for farmers in poor countries. As the talks evolved, developing countries were expected to reciprocate by opening their markets to manufactured goods and services. The United States, Europe and Japan moved modestly in the right direction, but not as much as they should have; witness the bloated farm bill that Congress adopted this year. Still, as last-ditch talks moved into last weekend, the United States and European Union had made some concessions on farm supports, and WTO Director-General Pascal Lamy had submitted a compromise plan that seemed to draw at least tentative approval from most participants. It was at that point that India and China essentially torpedoed the talks, asserting a broad right to raise tariffs to protect their poor farmers from

import surges, price drops and other vicissitudes of the world market. China, which had been relatively quiet throughout most of the talks, was particularly vituperative, blasting U.S. arguments as "absurd," even though Brazil and several other developing countries agreed with Washington. China's role in the demise of the Doha Round is particularly dismaying, considering China has reaped huge benefits from global trade in the seven years since it joined the organization — with strong U.S. support. China's exports have quadrupled to \$1.2 trillion in 2007 from \$300 billion in 2002, thanks in large part to its free access to the U.S. market. U.S. supporters of Chinese inclusion in the WTO argued that drawing China into a system of multi-lateral give-and-take would mute its nationalistic tendencies. Evidently, the Chinese see the matter differently. They, and the world, will be poorer because of it.

LE MONDE : L'échec de l'OMC n'est pas catastrophique – Édition du vendredi 1er août 2008

IL NE FAUT PAS trop se lamenter sur l'échec du cycle de Doha des négociations sur le commerce mondial. Après sept années, un échec est certes décevant, mais pas vraiment surprenant. Dès 2001, les objectifs annoncés - corriger les erreurs de " l'Uruguay round " qui avait peu apporté aux pays en développement - semblaient par trop ambitieux. Dans le contexte de 2008, il le semble encore plus. Demander aux Etats-Unis de réduire les subventions agricoles et aux pays pauvres de baisser leurs droits de douane au milieu d'un ralentissement mondial de l'économie peut se concevoir. Mais c'est un objectif fort peu politique. Or, le coût immédiat de cet échec est faible. Selon la plupart des estimations, un accord aurait augmenté de seulement 0,1 % le produit intérieur

brut mondial, ce qui correspond environ à 100 milliards de dollars (65 milliards d'euros). Et même si Doha était présenté comme le " round " du développement, les fermiers des pays pauvres auraient pu en pâtir. Car nombre d'entre eux ont déjà un accès privilégié aux marchés des pays riches. Là, ils seraient entrés dans une compétition bien plus féroce : celle imposée par les importations subventionnées venues des pays occidentaux. Les vrais vainqueurs auraient été les laboratoires pharmaceutiques des pays riches qui auraient bénéficié de nouvelles règles sur la propriété intellectuelle. **VERS UNE GUERRE DOUANIÈRE ?** Le vrai péril est que ce raté alimente le protectionnisme à la fois en affaiblissant la confiance dans les règles de l'Organisation mondiale du

commerce et en créant un climat politique favorable à l'augmentation des tarifs douaniers. Ces craintes sont bien réelles. L'échec de Doha signifie que la plupart des pays ont la possibilité d'augmenter unilatéralement les subventions si la baisse des prix des produits ou des considérations politiques le demande. Cela crée le spectre d'une guerre douanière comme dans les années 1930. Pour autant, le commerce mondial a connu une vive expansion depuis dix ans sans parvenir à un accord sur le cycle de Doha. Et même si les pressions protectionnistes augmentent, le sentiment général reste favorable à la liberté du commerce. La vraie surprise est que le monde ait été si près d'un accord. Cela laisse la possibilité d'une renaissance de Doha avec de nouveaux dirigeants. Simon Nixon

LE FIGARO : New Delhi et Pékin imposent leur loi à l'OMC, par Jean- Pierre Robin, chroniqueur économique – Jeudi 31 juillet 2008

Personnel'ignore, le commerce est source de prospérité et un facteur clé du développement pour les pays pauvres. Si la Chine et quelques autres ont réussi à « émerger », c'est grâce aux échanges internationaux, qui progressent au rythme de 6 % à 10 % l'an. C'est pourquoi on reste pantois quand Pascal Lamy nous explique qu'un succès du cycle de Doha se serait traduit par un gain collectif, « une injection dans l'économie mondiale de 50 milliards de dollars » par an. Si tel était l'enjeu, il n'y aurait pas de quoi écrire à sa grand-mère. Il faut rappeler que le PIB mondial, la richesse créée chaque année, s'élève à 50 000 milliards de dollars : 50 milliards en plus ou en moins, ce n'est même pas la marge d'erreur propre à toute mesure ! Que l'Organisation mondiale du commerce et son patron en soient réduits à des arguments aussi faibles est révélateur de leur difficulté à justifier les bienfaits, incontestables, du libre-échange. On

comprend leur embarras : une libéralisation accrue du commerce bénéficie sans conteste à la planète, mais elle modifie le statu quo et entraîne inévitablement des gagnants et des perdants, au Sud comme au Nord. Plus pertinente est l'analyse de Pr Messerlin, qui expliquait dans ces colonnes (lire nos éditions du 22 juillet 2008) le risque d'un retour en arrière et de protectionnisme. Il observe que parmi les 34 pays (sur les 153 membres de l'OMC) qui comptent - ils représentent ensemble 95% du PIB mondial -, seuls 8 (Canada, Union européenne, Japon, États-Unis, Chine, Hongkong, Macao et Taïwan) se sont engagés à maintenir leurs droits de douane à leur bas niveau actuel. Les autres, dont le Brésil, l'Inde et la Corée, peuvent à tout moment les tripler, sans avoir à offrir lamoinde-compensation à leurs partenaires. L'enjeu, technique mais essentiel, du Doha Round était de « consolider » les barrières existantes de ces 26

pays qui devaient renoncer à les relever unilatéralement comme ils en ont toujours le droit. En clair, il s'agit de préserver l'esprit du multilatéralisme, fondement de l'OMC. Or celui-ci tend à s'émousser, comme en témoigne la multiplication des accords bilatéraux, lesquels font désormais florès. Cela contribue certes à réduire les tarifs douaniers, ramenés de 6 % à 5,3 % en moyenne de 2001 à 2004 dans le monde (selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Cepii). Mais cette libéralisation préférentielle, et non universelle, paraît fragile, surtout si l'économie mondiale était amenée à ralentir substantiellement. Le second véritable enjeu du cycle de Doha était de nature politique. Rappelons que les négociations ont été lancées en novembre 2001, quelques semaines après les attentats du 11 Septembre, avec pour objectif principal « le développement » des nations pauvres. C'est précisément en leur



faveur que devait jouer le démantèlement des subventions agricoles de l'Europe et des États-Unis. Le cas le plus emblématique de cette concurrence déloyale étant les producteurs africains de coton, comme le Mali.

Or les grands pays émergents, qui sont déjà les premiers bénéficiaires de la mondialisation, se sont montrés les plus réticents à ouvrir leurs frontières tout au long des discussions. De 2001 à 2007, la Chine a doublé sa part du commerce mondial (de 4,3 % à 8,8 %), talonnant le numéro

un, l'Allemagne. Mais c'est sur un dossier apparemment secondaires de sauvegarde de leurs marchés intérieurs agricoles, que la Chine et l'Inde ont fait capoter les négociations. Faut-il les taxer d'ingratitude ?

On assiste en réalité à un étrange malentendu, comme le souligne Yvan Decreux, chercheur au Cépii : « Les pays riches exigent de la Chine et de l'Inde des concessions, en raison de leur taille et de leur force de frappe commerciale, alors qu'on demande beaucoup moins aux "petites économies

vulnérables", comme l'Uruguay, dont le niveau de vie est pourtant bien plus élevé ! » Au-delà de son échec, le cycle de Doha a révélé l'ambivalence de la Chine et de l'Inde, à la fois immenses puissances commerciales et pays pauvres. « Nous voulons bien négocier sur le commerce, mais pas sur notre gagne-pain et notre sécurité alimentaire », a lancé le ministre indien du Commerce, Kamal Nath. Le libre-échange sera un combat ou ne sera pas.

LE FIGARO : OMC : après l'échec, l'heure des comptes : Pour les grands pays agricoles, Les principales puissances industrialisées, L'Europe prise dans cette tenaille – Jeudi 31 juillet 2008

Ni perdants ni gagnants. Tous les pays vont se mordre les doigts de cet échec. L'ÉCHEC des négociations de Doha pour la libéralisation du commerce mondial aura provoqué un rare moment d'unanimité : tout le monde le déplore. C'est un « pas en arrière » pour le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson. Le ministre chinois du Commerce se déclare « déçu », tandis que les États-Unis espèrent que l'on pourra se « retrouver dans un cadre plus ambitieux ». Pour son homologue australien cet échec est « particulièrement frustrant ». Le Japon le juge « extrêmement regrettable », le Brésil juge qu'un succès aurait « ouvert les marchés dans tout le pays ». La France a réaffirmé sa volonté d'un « accord équilibré ». Les Africains, enfin, appellent à une reprise des négociations « le plus tôt possible », une hypothèse que le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, n'écarte pas quand il affirme : « Ne revenons pas en arrière et capitalisons sur les 85% de ce qui a été fait. » Peter Mandelson va même plus loin. « À l'automne, après un été de réflexion, il faudra renouer les fils du dialogue », a-t-il lancé hier à Genève.

Les 135 pays membres de l'OMC font aujourd'hui leurs comptes. Tout le monde cherche les gagnants et les perdants. « Mais il n'y en a pas », tranche Philippe Moreau Defarges, chercheur à l'Ifr (Institut français des relations internationales), spécialiste de la mondialisation. « D'un côté les Occidentaux apparaissent protectionnistes et frileux et de l'autre les pays du Sud se montrent raides. Tous vont s'en mordre les doigts parce que personne n'a voulu faire assez de concessions. » Un jeu à somme nulle en quelque sorte ? Pas si simple.

La donne change du tout au tout selon que les agriculteurs sont aidés ou pas. L'Europe et les États-Unis sont dans le premier cas et, faute

d'accord, ils n'auront pas à baisser leurs droits de douane ni à diminuer leurs subventions. En France, la FNSEA s'en félicite et souligne qu'il faut « protéger les agricultures là où elles sont, avec leurs particularités », tandis que la Coordination rurale, troisième syndicat agricole français, profite de l'échec pour répéter que l'agriculture doit sortir du champ des négociations de l'OMC. Les altermondialistes, d'Attac à Greenpeace, lui emboîtent le pas. Mais les autres grands exportateurs de produits agricoles, le Brésil, le Canada, l'Australie, qui espéraient une baisse des subventions et des droits de douane pour vendre plus, en sont pour leurs frais.

Seuls, finalement, les pays les plus protectionnistes dans le domaine agricole, comme le Japon ou la Suisse, qui imposent des droits de douane très élevés sur les importations pour défendre leur production, sortent véritablement gagnants de l'échec de Doha.

Le gouvernement japonais ajoute officiellement sa voix au concert des regrets, mais sur place, dans ce pays qui achète à l'étranger 60% des aliments qu'il consomme, les paysans sautent de joie. « Nous sommes soulagés, et même enchantés de l'échec des négociations », se félicite Yoshiyuki Kiri, responsable d'une coopérative agricole du sud de l'Archipel. Et le ministre de la Justice, au risque de se faire taper sur les doigts par la hiérarchie, assure qu'un accord à l'OMC aurait pu « amener le peuple japonais à mourir de faim d'ici vingt ou trente ans », les agriculteurs nippons étant incapables de survivre sans barrières douanières.

L'Europe et les États-Unis en tête, attendaient de leur côté que les nations émergentes ouvrent en contrepartie leurs frontières à leurs produits industriels en diminuant leurs propres droits de douane. Ce que ces pays, la Chine et l'Inde notamment, ne feront donc pas. Une perte pour les

grandes entreprises occidentales, bien que, corrige Philippe Moreau Defarges, celles-ci se développent à l'étranger « de plus en plus par des investissements directs qui font que les droits de douane ne sont qu'un élément du calcul ».

La Chine et le Japon, pour ne citer qu'eux, gagnants sur le volet agricole, mais grands exportateurs de produits manufacturés, se retrouvent pénalisés. Quant à l'Allemagne, premier exportateur mondial, elle déplore que l'OMC n'ait pas pu « donner à l'économie mondiale un signal important au bon moment ».

L'industrie n'est pas seule en cause. Étaient concernées par l'ouverture des frontières les activités de services, télécommunications, banques assurances, pour lesquelles les pays industrialisés cherchent de nouveaux débouchés dans les pays émergents. Un accord à Genève aurait permis, sinon une ouverture totale de nouveaux marchés, du moins une identification des domaines que les États membres de l'OMC étaient prêts à livrer à la concurrence. Il aurait également facilité la migration de personnels qualifiés, elle qui est tout autant industrielle qu'agricole, s'est profondément divisée. Face à Peter Mandelson, Nicolas Sarkozy est davantage apparu comme le défenseur des intérêts français que comme un rassembleur de l'Union européenne dont l'Hexagone a la présidence pour six mois. Nombreux sont ceux qui n'ont pas compris ses prises de positions tranchées. « C'est dommage », note un observateur qui a suivi toutes les négociations de Genève. « Mais peut-être attend-il maintenant une occasion de relancer le débat et de reprendre la main. » C'est en tout cas ce que laisse entendre son entourage qui parle d'une possible « initiative » dans les prochains jours.

ARNAUD RODIER

LE FIGARO : « Un équilibre a été trouvé sur le clivage Nord-Sud, c'est une avancée majeure » - Jeudi 31 juillet 2008

Yvan Decreux est chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cépii).

LE FIGARO. – L'échec de Genève ouvre-t-il une crise pour le commerce mondial ?

Tant que rien n'est conclu, le commerce mondial reste organisé selon les règlements qui ont été acceptés lors du précédent cycle de négociation, l'Uruguay Round. Il n'y a pas de retour en arrière. D'incontestables progrès ont été accomplis à Genève et il y aura certainement une nouvelle rencontre pour mettre un point final au cycle de Doha. D'ailleurs, les pays qui étaient les plus intransigeants au début de la négociation, comme l'Inde, sont partis en souhaitant un accord.

Qui sont les gagnants et les perdants du statu quo ?

Il ne peut pas y avoir de gagnant à un échec. Beaucoup de pays, dont la France, sont arrivés à la réunion avec des positions hostiles. Pourtant, nos simulations concluaient à un gain pour la

France, et pour l'Europe en général, sur la base du compromis élaboré en mai dernier. Ce sont curieusement les pays les plus intransigeants au départ qui étaient les plus grands bénéficiaires.

Pourquoi un tel paradoxe ?

La position de la France pouvait correspondre à une hostilité réelle tout autant qu'à une posture de négociation, pour éviter que l'Europe ne consente de nouvelles concessions, et pour être entendue sur un petit nombre de sujets. Il y avait notamment cette question des indications géographiques (appellations d'origine contrôlée, NDLR). Certes il y a eu des progrès pour les vins et spiritueux, mais l'Europe s'est battue pour inclure d'autres catégories de produits alimentaires, comme le jambon de Parme. Au final, cette question reste un point d'achoppement. Il est aussi possible que la France ait considéré que l'effort demandé en matière douanière était trop important.

Un accord est-il possible dans un proche avenir ?

J'ai l'impression que beaucoup de progrès ont été accomplis. Mais il restait trop de choses à régler pour conclure en trois ou quatre jours supplémentaires de négociation. Sur des enjeux aussi importants, il n'est pas rare de voir des négociateurs faire preuve d'un peu de mauvaise foi pour présenter certains sujets sous un angle favorable à leurs revendications. Maintenant, les points d'achoppement qui sont apparus vont pouvoir être discutés en bilatéral. Et lorsque Pascal Lamy pensera qu'il y a des avancées suffisantes pour un nouvel accord, il convoquera une réunion.

Le clivage Nord-Sud a-t-il évolué ?

La réunion a permis d'aplanir les divergences. Les pays développés ont accepté de faire des concessions sur l'agriculture et les pays émergents sur les biens industriels. Aujourd'hui, les divisions peuvent se retrouver entre pays développés, et entre pays émergents. Sur l'enjeu des indications

géographiques, l'Europe s'oppose aux États-Unis et au Canada. Sur la question de l'agriculture, l'Inde s'oppose aux États-Unis mais également à

d'autres pays émergents. Mais sur le clivage Nord-Sud un équilibre a été trouvé. C'est une avancée majeure.

Propos recueillis par Georges Quioic

THE FINANCIAL POST : Doha collapse to cost farmers \$10M daily : Canada's position on supply management no help: CAFTA – Thursday, July 31, 2008

OTTAWA

Canadian farm producers not covered by supply management boards said yesterday the collapse of the WTO's Doha round talks will cost them close to \$10-million a day in lost potential sales, or \$3.65-billion a year.

Meanwhile, they add that Canada's position at the Doha talks — that the country's supply management boards were to remain untouched as part of any trade liberalization talks — did not aid their case in trying to gain access to new global markets.

The Canadian Agri-Food Trade Alliance said that the pursuit of bilateral deals, as advocated by Michael Fortier, the International Trade Minister, in reaction to collapse of Doha talks, are a "poor substitute" for a significant multilateral trade deals.

Those talks, aimed at freer trade to help poorer countries and focused mostly on agriculture,

appeared to collapse on Tuesday after nine days of negotiations.

The Doha round kicked off in the Qatar capital in 2001, but progress in reaching a deal has been limited due to disagreements between the industrialized and developing countries on agriculture tariffs and subsidies.

CAFTA said the failure to reach a deal comes at a bad time, as Canadian exporters, such as farmers, must deal with the strength of the Canadian dollar.

"Bilateral agreements don't address domestic support payments and export subsidies, the real culprits robbing Canadian farmers of potential export markets," CAFTA said in a statement, adding bilateral deals cannot "substitute" for a new WTO agreement.

Canadian officials have also been under scrutiny for their role, or lack thereof, at the Doha talks in Geneva. Their insistence that supply-management

boards be left intact likely shut Canada out from any meaningful role, analysts say.

Darcy Davis, CAFTA's president, said in an interview Canada's defence of supply management likely hampered his members' efforts to get greater market access.

"Ultimately, sensitive products weren't the straw that broke the camel's back, but they were definitely a factor in the talks not being successful," he said from Geneva.

"When we were trying to get market access elsewhere in countries that weren't willing to move, they found an ally in the Canadian government. This is always a concern to us."

Mr. Fortier said Canada's supply management scheme was never addressed among the key negotiating countries during the Geneva talks.

THE FINANCIAL POST : 'NEW WORLD LANDSCAPE' FOR TRADE' : WTO TALKS SCUTTLED - Neither U.S. nor emerging economy India would blink – Thursday, July 31, 2008

GENEVA

Ministers saw a "new order" take hold in global commerce yesterday, with emerging economies calling the shots after WTO plans for a new trade pact collapsed in a feared blow for millions of the world's poor.

"One thing that we can celebrate is that deals here are no longer made just by the rich countries," said Brazil's Foreign Minister Celso Amorim, a key broker in the talks, standing alongside India's Commerce Minister, Kamal Nath.

"They have to take us into account and that will continue to be so," he told reporters, as ministers assessed the wreckage of the talks on the morning after their dramatic breakdown.

Delegates had struggled for nine days to reach consensus on subsidy levels and import tariffs for a new deal under the WTO's Doha Round, which has foundered repeatedly since it was launched seven years ago.

Optimism peaked at the weekend over a package of proposals by the World Trade Organization's Director General Pascal Lamy, but talks finally crashed without a deal on Tuesday night.

Mr. Lamy told a French radio station that the negotiations had revealed a "new world landscape in which emerging powers such as India, China and Brazil want to leave their mark on world trade."

Another delegate, Norway's Foreign Minister Jonas Gahr Støre, wrote in a newspaper article: "I have witnessed the emergence of a new world

order where all of the world's countries are present and defend their rights."

Key trading powers appealed for efforts to salvage the WTO proposals amid regret and emotion at the collapse of the marathon talks and warnings that the poorest countries would suffer. "I would only urge the Director-General to treat this as a pause, not a breakdown, to keep on the table what is there," Mr. Nath told a news conference.

The world's economic superpower, the United States, and one of the biggest emerging economies, India, shared dismay and regret even as they stuck by the unreconciled positions on import tariffs that sank the talks on Tuesday.

Trade Representative Susan Schwab said the breakdown was "distressing," while Mr. Nath turned up to talk to reporters "with a very heavy heart."

"Susan Schwab said she loved me and I said I loved her, too," Mr. Nath said. "But probably she didn't love me enough. I told her that."

China's Commerce Minister Chen Deming called the collapse "a tragic failure," in a statement, as the outcome was mourned by many and cheered by some, including Japanese and South Korean farmers.

Talks fell apart due to disagreement between India and the United States over the so-called special safeguard mechanism (SSM) that allows countries to impose a special tariff on certain agricultural goods in the event of an import surge or price fall.

India and other developing countries wanted the mechanism to kick in at a lower import surge level than has been proposed in order to protect their millions of poor farmers from starvation.

"We can't put at stake the livelihood of one billion people from all countries," Mr. Nath insisted yesterday.

But African countries that had hoped to tackle other issues, such as cotton and banana exports from poor nations, were inconsolable.

"We can hardly control our anger," said Burkina Faso's Trade Minister Mamadou Sanou.

Kenya's Deputy Prime Minister responsible for trade, Uhuru Kenyatta, said the collapse "gravely undermines" the fight against poverty.

"It would have worked, and yet there were others who demanded more," Ms. Schwab said. "And more included a tool to close markets."

Economists warned of negative consequences amid a grave economic slowdown.

"The main danger of this failure is a loss of credibility of the multilateral [negotiating] system and the return of protectionism by certain countries," Lionel Fontagne, an economist at Paris University, said.

Mr. Lamy insisted that "the progress we have made ... should be preserved," his spokesman Keith Rockwell told reporters, quoting the director general's comments to a full meeting of WTO delegates yesterday afternoon.

"We all now need to engage in a serious reflection on the next steps in our collective endeavour."

LE MONDE: Analyse: Les nouveaux égoïsmes mondiaux, par Frédéric Lemaître - Mis à jour le vendredi 01 août 2008 | à 13h42

Sept ans de réflexion. Il aura fallu sept ans aux 153 ministres du commerce pour adopter la même attitude face à la mondialisation que Tom Ewell face à la plastique et aux jambes de rêve de Marilyn Monroe dans le film de Billy Wilder : se laisser griser par une belle, prometteuse en diable, avant de partir en vacances retrouver sa famille sans avoir commis l'irréparable.

Malgré le grand talent de Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a sauvé une première fois les négociations à Hongkong en 2005 et a failli renouveler

l'exploit le 25 juillet, l'échec des discussions entamées à Doha en 2001 était prévisible. Il n'en est pas moins passionnant tant il est révélateur des nouveaux (dés)équilibres du monde.

Prévisible. Quand des négociations prévues pour durer trois ans sont au point mort au bout de sept ans, la complexité technique souvent mise en avant par les protagonistes n'est qu'un leurre. Chez nombre de responsables politiques des pays développés, le doute est profond. Faut-il vraiment favoriser les échanges commerciaux quand la Chine inonde la terre entière de produits à bas

prix et effraie même les ouvriers de General Motors et d'Airbus ?

A-t-on vraiment intérêt à permettre aux agriculteurs sud-américains de concurrencer ceux du Middle West ? Est-il vraiment judicieux de déstabiliser l'agriculture japonaise pour faire plaisir aux Thaïlandais et aux Indiens ? La plupart des économistes répondent oui, mais les politiques hésitent. L'heure n'est plus au libéralisme triomphant. Chacun à sa manière, George Bush, Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi illustrent la rupture de la droite avec les idées de Margaret Thatcher ou de



Ronald Reagan. L'Américain en venant au secours de Wall Street, le Français en réhabilitant le rôle de l'Etat dans l'économie, l'Italien en confiant les clés du ministère des finances à un Giulio Tremonti, très réservé face à la mondialisation. Ces responsables politiques ont deux bons arguments à faire valoir : leurs électeurs veulent être davantage protégés et l'économie mondiale n'a jamais été aussi florissante que ces dernières années, ce qui prouve bien qu'un accord libéralisant encore davantage le commerce mondial n'est pas indispensable. Mais la plupart ont en tête une arrière-pensée moins avouable : un échec à l'OMC ouvre la porte à des accords commerciaux bilatéraux où les rapports de force paraissent davantage favorables aux Etats-Unis et à l'Union européenne, principales puissances économiques mondiales.

Comme par hasard, les deux pays le plus souvent désignés comme les responsables de l'échec, les Etats-Unis et l'Inde, sont dirigés par des gouvernements en sursis. George Bush a déjà commencé sa tournée d'adieu et le premier ministre indien, Manmohan Singh, a eu besoin, le 22 juillet, de réquisitionner des parlementaires de son parti hospitalisés à Los Angeles pour ne pas être victime d'une motion de censure.

Demander à ces deux gouvernements de prendre des mesures impopulaires était peu réaliste. D'autant que le contexte ne s'y prête guère. Ralentissement économique mondial et flambée des prix alimentaires ont également contribué à renforcer le camp des "libéralo-sceptiques". Depuis le début de l'année, la plupart des pays émergents ont une priorité : assurer leur sécurité alimentaire. Ce n'est pas non plus un hasard si ce

sont les deux pays les plus peuplés de la planète, la Chine et l'Inde, qui, malgré les avantages indéniables qu'ils auraient tiré d'une libéralisation du commerce, ont tenu à pouvoir éventuellement protéger leur agriculture au cas où... "Il s'agissait soit de favoriser les intérêts commerciaux, soit de protéger les conditions de vie des agriculteurs", a résumé le ministre du commerce indien, Kamal Nath.

C'est là que l'échec de l'OMC est passionnant. On a vu ces dernières années la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil et, dans une moindre mesure, le Mexique et l'Afrique du Sud devenir de véritables puissances mondiales. On en a déduit, à juste titre, que l'équilibre du monde basculait. Vers le Sud et vers l'Est.

UNE CATASTROPHE POUR LE BRÉSIL

Les négociations ont précisé cette nouvelle donne. Dans les pays émergents et dans les pays riches, le nouvel équilibre du monde tourne déjà au chacun pour soi. Du côté des pays les moins avancés, les Africains se sont battus jusqu'au bout pour que les pauvres d'Asie, le Cambodge et le Bangladesh ne bénéficient pas des mêmes privilèges qu'eux.

Fer de lance depuis quelques années des pays émergents, le Brésil s'est désolidarisé de ses pairs. Convaincu d'être le pays qui, demain, nourrira la planète et remplira nos réservoirs, le Brésil a, cette fois, pris ses distances avec l'Inde et la Chine. L'échec de l'OMC est pour lui une catastrophe. D'ailleurs, avant même que son représentant ne soit rentré à Brasilia, on apprenait que le Brésil allait négocier le plus rapidement possible des accords bilatéraux, notamment

avec l'Union européenne et l'Inde, et Lula est le premier chef d'Etat à vouloir relancer le processus de Doha.

Cible de cette agressivité brésilienne, les Etats-Unis ont voté au printemps une loi accordant plus de 300 milliards de dollars d'aide à leurs agriculteurs dans les cinq ans à venir, montrant par là même qu'ils n'étaient pas disposés à faire la moindre concession à l'OMC. Les démocrates ont approuvé ce texte, comme un seul homme.

Dans cette cacophonie générale, l'Europe, première puissance économique mondiale, a réussi l'exploit, grâce à ses divisions, de peser finalement assez peu. Mais le duel à fleurets mouchetés qui a opposé le commissaire européen Peter Mandelson à Nicolas Sarkozy ne manque pas d'intérêt.

Comme il l'a résumé dans *Le Monde*, le commissaire britannique jugeait que, politiquement, il fallait un accord "pour forger le premier pacte inspiré du nouvel élan mondial". Même imparfait, un accord aurait eu l'immense mérite d'exister. Ce n'est pas la position de la France, réservée face aux bienfaits automatiques du libéralisme - et même opposée à ce que la concurrence s'applique à l'agriculture - qui, logiquement, voulait des garanties précises sur le contenu de l'accord.

Et maintenant ? Il est peu probable que les négociations reprennent tout de suite. Mais l'histoire n'est pas écrite. Après tout, le film de Billy Wilder n'était que le remake d'une pièce de théâtre au cours de laquelle la belle blonde parvenait à ses fins.

LE MONDE : 1ère page : L'échec de l'OMC vu par MM. Mandelson et Barnier – Édition du jeudi 31 juillet 2008

Sept ans après leur lancement à Doha, en 2001, les négociations menées au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour libéraliser les échanges ont échoué, mardi 29 juillet.

Après neuf jours de discussions à Genève, elles ont échoué sur l'agriculture, l'Inde et les Etats-Unis s'opposant sur les mesures que les pays émergents pourraient éventuellement prendre pour limiter leurs importations.

Le Français Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, dont le mandat expire en 2009, n'a pas

caché sa déception, mais veut "essayer de remettre tout ça sur les rails". La quasi-totalité des délégations ont exprimé leur déception. La France, elle, s'est démarquée. Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a estimé mercredi 30, sur BFM, que "ce n'est pas la fin du monde". Elle a réaffirmé que, pour Paris, il fallait un "accord ambitieux, équilibré et global".

Les entretiens accordés au *Monde* par Peter Mandelson, commissaire européen au commerce, et Michel Barnier, ministre de l'agriculture, montrent

cette divergence. Le premier met en avant la nécessité politique d'aboutir à un accord pour "forger le premier pacte inspiré du nouvel ordre mondial". Pour le second, mieux vaut qu'il n'y ait pas d'accord plutôt qu'un accord déséquilibré. Le ministre estime que "l'agriculture ne pourra pas être reconstruite uniquement grâce au libre-échange". Comme Nicolas Sarkozy l'avait proposé en juin au sommet mondial de l'alimentation, il suggère que les échanges agricoles soient abordés dans d'autres enceintes que l'OMC.

THE ECONOMIST : Trade talks : The Doha round...and round...and round : After another failed summit, seven years of trade talks may become nine or ten – Wednesday, July 31st 2008 – From The Economist print edition

LIKE "watching paint that never dries" is how Sheila Page of the Overseas Development Institute, a London think-tank, describes the experience of following the Doha round of global trade negotiations. Launched in 2001 by the members of the World Trade Organisation (WTO), the talks seek to cut tariffs and farm subsidies, as well as liberalising trade in services. On July 25th, hopes of an unlikely deal, brokered by Pascal Lamy, the WTO's relentless director-general, at a summit in Geneva, briefly rose. But on July 29th, after nine days of negotiations, the mix turned gloomy once again. From the start, the round's chief ambition was to straighten out some of the kinks in agricultural trade. This ancient activity, which accounts for only 8% of world merchandise trade, is the most heavily distorted by misbegotten policies. It is, therefore, in agriculture that an agreement could do the most good. But it was also in agriculture that the agreement came unstuck.

The failure of this round was rooted in the success of the last. The 1994 Uruguay round, named after its country of launch, required countries to convert their farm quotas and other barriers into straightforward tariffs. Nervous about unanticipated floods of imports, countries were allowed to impose "special safeguard" duties to protect themselves in the event of a surge.

Intended as a temporary fix, these duties soon became a long-term crutch for politically touchy commodities, such as sugar. Hungary, for example, clung to them for almost five years. Rather than drop these safeguards altogether, the Doha negotiators agreed to reform them, but they could not agree on how to do so.

India wanted the right to raise farm tariffs far above agreed ceilings in response to a modest increase in imports. China was equally adamant. It seems to have concluded that the best response to high food prices is to move closer to agricultural autarky than to free trade.

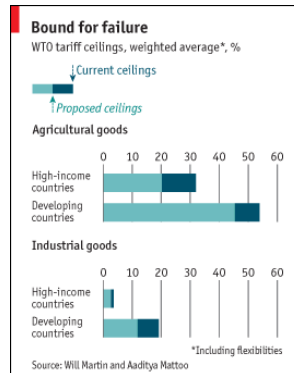
America insisted that its farmers be allowed to sell more produce in countries like China, which buys around 40% of its soybeans. Otherwise it could not win support for tighter limits on its subsidies.

The shadow of the Uruguay round arguably extended beyond this nettlesome detail. Many developing countries believe that the earlier round was lopsided, doing little to constrain the farm policies of the rich world even as it placed heavy obligations on the poor in areas such as intellectual property (IP). In the Doha round, they wanted to get their own back, by asking more of the rich world than they offered in return. As a result, this round was if anything too narrow, not too sprawling. Had IP rights still been on the table, for example, it is harder to imagine rich countries allowing talks to fail on behalf of their farmers.

And yet fail they did. The deal ministers left on the table was full of loopholes and loose ends. But two economists at the World Bank, Will Martin and Aaditya Mattoo, have tried to size up its rough dimensions (see chart). Their calculations help to quantify what might have been.

The chart shows the proposed cuts in the maximum tariffs countries are allowed to apply (averaged across products, and including various exemptions). In agriculture especially, the cuts seem impressive. But because these negotiated ceilings are so much higher than the tariffs countries actually impose, even quite big cuts can make only a modest difference to trade.

In rich countries, for example, the farm tariffs actually imposed would have fallen from 15% on average to 11%, according to the two economists. In India, on the other hand, the average (59%) would not have budged at all. Set against this are some less tangible but still worthwhile boons. By binding tariffs near to the prevailing rate, a Doha agreement would have



EN FRANÇAIS (COURRIER INTERNATIONAL – 04 août 2008) : OMC • Sept années de discussions infructueuses

Les négociations de Genève, qui devaient permettre de trouver un accord pour sortir le cycle de Doha de l'impasse, se sont soldées le 29 juillet par un nouvel échec. Une fois de plus, les questions agricoles ont empêché tout compromis.

"C'est comme une couche de peinture qui ne sèche jamais", a déclaré Sheila Page, chercheuse pour l'Overseas Development Institute (un *think tank* installé à Londres), après avoir observé le déroulement du cycle de Doha. Entamées en 2001 par les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ces négociations commerciales avaient pour but de libéraliser les services et de réduire les barrières douanières et les subventions agricoles.

Depuis son origine, le cycle de Doha avait pour principal objectif d'éliminer certaines entorses aux lois du marché dans le secteur agricole. En effet, cette activité traditionnelle ne représente que 8% du commerce international mais c'est l'une des plus faussées par des politiques surprotectrices. C'est donc dans le domaine de l'agriculture qu'un accord était le plus nécessaire. Et c'est là que les discussions ont échoué.

En réalité, l'échec de ce cycle de négociations était inscrit dans la conclusion du précédent. En 1994, l'Uruguay Round – du nom du pays où il a été lancé – a obligé les pays membres de l'OMC à convertir leurs quotas agricoles et autres barrières commerciales en taxes douanières pures et simples. Craignant d'être submergés par les importations, les gouvernements concernés ont obtenu le droit d'imposer des taxes dans le cadre des "clauses de sauvegarde spéciale" (CSS) pour pouvoir se protéger en cas d'afflux inattendu.

Conçues comme une mesure temporaire, les CSS sont rapidement devenues une faille exploitée à long terme pour protéger des productions politiquement importantes, comme le sucre. La Hongrie, par exemple, y a eu recours pendant presque cinq ans. Mais, au lieu d'éliminer cette anomalie, les délégués du cycle de Doha n'ont approuvé que le principe d'une réforme, impossible à trouver dans les faits.

En échange d'une légère augmentation de ses importations, l'Inde souhaitait pouvoir augmenter ses tarifs douaniers agricoles bien au-delà des limites consenties. De son côté, la Chine s'est montrée tout aussi obstinée, ses dirigeants ayant visiblement conclu que l'autosuffisance constituait une meilleure solution que le libre marché en temps de crise alimentaire.

Quant aux Etats-Unis, ils n'acceptaient de réduire leurs subventions qu'à condition de pouvoir exporter davantage de produits agricoles en direction de pays comme la Chine, qui achète environ 40% de leur production de soja.

Mais l'héritage de l'Uruguay Round va au-delà de ces petites irrégularités. Bon nombre de pays en développement estiment que le cycle précédent n'était pas équitable et qu'en échange de petites concessions dans le domaine agricole, les pays riches ont obtenu de lourdes obligations pour les pays pauvres, notamment en matière de propriété intellectuelle. Avec le cycle de Doha, les pays émergents voulaient leur revanche et ont demandé plus aux pays riches. Résultat : les marges de manœuvre de ces négociations étaient particulièrement étroites.

La ténacité de Pascal Lamy

L'accord proposé par les délégués regorgeait de failles et d'ambiguïtés. Deux économistes de la Banque mondiale, Will Martin et Aaditya Mattoo, ont tenté d'en mesurer les limites à l'aide d'un graphique.

Celui-ci indique l'ampleur des réductions des tarifs douaniers proposées (en moyenne sur plusieurs catégories de produits et en tenant compte de diverses exemptions) pour les pays riches et pour les pays en développement. Ces diminutions paraissent considérables, en particulier dans le domaine agricole. Mais en réalité, les pays appliquent déjà des tarifs douaniers largement inférieurs aux plafonds en vigueur. Leur abaissement – si important soit-il – ne changerait donc pas grand-chose à la donne.

Selon les deux économistes, les tarifs douaniers réellement appliqués par les pays riches seraient passés en moyenne de 15% à 11% tandis que l'Inde n'aurait pas vu le moindre changement dans la moyenne de ses taxes. Toutefois, cet accord aurait également permis certaines avancées moins visibles mais non négligeables. En abaissant le plafond des tarifs douaniers, un accord de Doha aurait empêché certains dérapages, comme en Corée du Sud, où les taxes à l'importation sur les produits agricoles s'élevaient à 7% dans les années 1960, contre plus de 100%



stopped policies taking a dramatic turn for the worse. South Korea, for example, had farm tariffs averaging just 7% in the 1960s. Some have since reached triple digits.

What about subsidies? Before the breakdown, America had contemplated limiting its trade-distorting subsidies to \$14.5 billion. That limit was far more than it actually spent last year, but less than it spent in four of the last seven years, when farm prices were lower. So according to Kimberly Elliott of the Centre for Global Development, a think-tank in Washington, DC, the developing countries had won a modest but not meaningless concession from the world's most powerful country. Some also believe America would have offered an ambitious cut in its cotton subsidies, which are of particular concern to West African exporters. Africa's spokesman in Geneva was as disappointed as anyone by the breakdown of the talks.

That disappointment might prove to be corrosive. In the wake of this failure, will the WTO remain useful enough to the big powers to retain their support and patronage? Will Mr Lamy himself stay beyond his four-year term, which ends in September 2009? Without his dogged persistence, the Geneva summit might never have taken place and would certainly have ended four days (and sleepless nights) earlier. Some exhausted negotiators might count that a jolly good thing. But according to Pascal's wager, a director-general who keeps faith in the round has little to lose. One without faith is sure to fail.

aujourd'hui.

Qu'en est-il des subventions ? Les Etats-Unis ont envisagé de limiter les leurs à 14,5 milliards de dollars alors qu'ils étaient loin d'atteindre une telle somme l'an passé. Mais, au cours des sept dernières années, leurs subventions ont effectivement dépassé ce montant à quatre reprises, lorsque les prix des produits agricoles baissaient. Dès lors, les pays émergents ont eu l'occasion d'obtenir une victoire, certes modeste mais symbolique, contre la première puissance mondiale, explique Kimberly Elliott, spécialiste du *think tank* Centre for Global Development. Certains pensent également que Washington aurait pu accepter une forte réduction de ses subventions à la filière coton, ce qui intéressait tout particulièrement les producteurs d'Afrique occidentale - le représentant africain au sommet de Genève était aussi déçu que ses confrères par l'échec des négociations.

Cette déception pourrait avoir de lourdes conséquences. Après cet échec, les grandes puissances pourront-elles garder la haute main sur le commerce international par le biais de l'OMC ? Pascal Lamy [directeur général de l'OMC] restera-t-il au-delà de son mandat de quatre ans, prévu pour s'achever en septembre 2009 ? Sans sa ténacité, le sommet de Genève n'aurait peut-être jamais eu lieu et se serait probablement terminé quatre jours (et quatre nuits blanches) plus tôt. Certains négociateurs, épuisés, ne s'en plaindraient peut-être pas. Mais Pascal Lamy a un credo : un directeur général qui a foi dans la réussite de ses négociations a peu de choses à perdre. Celui qui n'y croit pas est certain d'échouer.

LE MONDE : Peter Mandelson : " Notre prospérité à tous dépend d'un système multilatéral fort " - Édition du jeudi 31 juillet 2008

LE COMMISSAIRE européen au commerce, Peter Mandelson, est le négociateur de l'Union européenne à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Quelles sont les conséquences d'un échec des négociations ?

Cet échec constitue une profonde déception. C'est un revers pour l'ensemble du système commercial international plus important que les seules opportunités d'affaires perdues. Nous avons raté l'occasion de forger le premier pacte inspiré du nouvel ordre mondial. Nous aurions tous été gagnants. Sans accord, nous perdons tous.

Notre prospérité à tous dépend d'un système multilatéral fort, fondé sur des règles. Nous avons besoin d'un succès du cycle de Doha car l'économie mondiale est dans une situation incertaine, et chaque élément de certitude est dans l'intérêt à long terme de la planète. Les conséquences ne seront pas égales, elles seront ressenties de manière disproportionnée par ceux qui sont les plus vulnérables dans l'économie mondiale, ceux qui avaient besoin des chances, des opportunités d'un cycle de négociations. Les pays en développement ont notamment raté l'opportu-

rité d'obtenir la garantie de réformes agricoles dans les pays développés.

Qu'a-t-il manqué pour obtenir un compromis ?

C'est un échec collectif. Les négociations ont vraiment buté sur les questions agricoles. Les Etats-Unis souhaitaient récupérer sur le seul pilier agricole le moindre dollar de réduction des subventions versées à leurs agriculteurs. L'Union européenne a fait absolument tout ce qu'elle pouvait pour réconcilier les différents points de vue et trouver un compromis. Nous n'avons jamais cherché à compenser la réforme des aides agricoles en obtenant un accès plus facile au marché agricole dans les pays en développement. Pour nous, les bénéfices de ce cycle devaient être trouvés dans le domaine industriel et les services, sur les marchés développés et émergents très dynamiques. Nous acceptons le principe d'un cycle en faveur du développement, avec les inconvénients inhérents pour les pays riches. Car la mondialisation doit être équitable pour être durable. Cela n'a pas toujours été facile pour moi de le faire comprendre " à la maison ", mais c'est la base sur laquelle nous avons continué à négocier.

Les divisions au sein du camp européen vous ont-elles affaibli ?

Ce fut une distraction et une pression malvenue au moment où nous devions travailler très intensément. Mais nous ne nous sommes pas laissés perturber, et nous avons continué à travailler. Cela n'a pas affaibli ma position car nous avons bénéficié du soutien d'une large majorité d'Etats membres. Sur vingt-sept pays, dix-neuf nous ont accordé un soutien sans ambiguïté, d'autres ont émis des doutes. Et rares sont ceux qui étaient opposés à notre approche. Le compromis sur la table était aussi équilibré que possible dans les circonstances présentes, c'est-à-dire ni parfait ni merveilleux.

J'ai toujours été en mesure de compter sur le soutien de José Manuel Barroso, le président de la Commission, qui a été soumis à une pression énorme. Il n'aurait pas été raisonnable de quitter la table des négociations dimanche soir pour aller m'expliquer à l'Élysée - *comme l'avait souhaité un moment Nicolas Sarkozy* -, au moment où les négociations étaient dans une phase cruciale.

Propos recueillis par Philippe Ricard

LE MONDE : Michel Barnier : " Nous ne sommes pas parvenus à construire un accord réellement gagnant-gagnant " - Édition du jeudi 31 juillet 2008

(Bruxelles, bureau européen)

LE MINISTRE français de l'agriculture, Michel Barnier, a défendu à Genève les intérêts des producteurs nationaux.

Quelles sont les conséquences d'un échec des négociations ?

Depuis sept ans, la croissance a été soutenue dans le monde, les échanges ont été multipliés par deux. Nous allons donc continuer à vivre dans le cadre multilatéral, avec les règles de l'Uruguay Round en vigueur depuis 1994. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce - OMC -, l'organe de règlement des différends commerciaux continuera à nous prémunir contre les risques d'un retour au protectionnisme.

La leçon que l'on peut en tirer, c'est que les produits agricoles ne sont pas des biens comme les autres. C'est un actif stratégique. Il est normal

d'en parler à l'OMC, mais aussi en mettant autour de la table l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO -, le Fonds monétaire international, ou la Banque mondiale. C'est ainsi qu'on soutiendra des projets agricoles régionaux dans les pays en développement. L'agriculture de ces pays ne pourra pas être reconstruite uniquement grâce au libre-échange.

Qu'a-t-il manqué pour arracher un compromis à Genève ?

Nous ne sommes pas parvenus à construire un accord réellement gagnant-gagnant. Ce qui a manqué, c'est la capacité politique des Etats-Unis et de l'Inde à surmonter leur différend sur l'accès au marché agricole des pays émergents. L'Inde a voulu protéger son agriculture vivrière et ses 800 millions de paysans. Ce qui est légitime, en pleine crise alimentaire mondiale. Je crois aussi que,

fondamentalement, les pays les plus pauvres de la planète ont été négligés. Les Etats de la zone Afrique Caraïbe Pacifique auraient par exemple souffert du règlement du contentieux sur la banane entre l'Union européenne et les producteurs d'Amérique latine. C'est vrai aussi pour le coton.

Les divisions au sein du camp européen ont-elles affaibli le négociateur de l'Union, Peter Mandelson ?

La Commission négocie, le Conseil lui a fixé un mandat et doit jouer un rôle politique. Personne n'a remis en cause le mandat du négociateur pour atteindre un accord " ambitieux, équilibré et réciproque ". Sur des sujets aussi graves, qui engagent l'économie et l'agriculture pour vingt ans, il est normal que chaque Etat membre se prononce. Dans ce cadre, plusieurs pays, dont la France, ont souligné le déséquilibre entre des

concessions très importantes dans le domaine agricole, et le manque d'accès pour nos produits industriels et nos services dans les pays émergents. C'est le constat qu'a fait le président de la République, Nicolas Sarkozy.

De son côté, M. Mandelson souhaitait cet accord, il a tout fait pour y parvenir. Les exigences du Conseil ont plutôt renforcé la Commission : personne ne reproche au Congrès d'affaiblir le négociateur américain. La Commission doit être attentive à son dialogue avec les Etats membres,

surtout quand, au bout de la route des négociations, un compromis doit être approuvé à l'unanimité. Un tel accord doit et devra être économiquement acceptable et aussi politiquement explicable !
Propos recueillis par P. Ri.

LE MONDE : Le gouvernement indien n'a pas voulu prendre de risques – Édition du jeudi 31 juillet 2008

NEW DELHI CORRESPONDANCE

" Je suis déçu du résultat final ", a déclaré Kamal Nath, le ministre indien du commerce et de l'industrie, à l'issue des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le mécanisme de sauvegarde au sujet duquel les négociations ont échoué permettait aux pays en développement d'appliquer des tarifs exceptionnels sur des produits agricoles, face à une forte hausse des importations, afin de protéger leurs agriculteurs. Delhi souhaitait que le seuil de déclenchement soit placé assez bas. Mais Washington s'y est opposé.

EPARGNER LE SECTEUR AGRICOLE

" Pour la première fois, l'Inde a été offensive dans les négociations sur la libéralisation des échanges commerciaux. Le pays n'a pas obtenu un meilleur accès sur le marché des services dans les pays

développés, avec notamment un régime d'immigration plus favorable. Il n'a donc pas voulu sacrifier le secteur de l'agriculture, très sensible politiquement ", estime le Dr Arpita Mukherjee, du Conseil indien de la recherche sur les relations économiques internationales.

Le gouvernement indien ne voulait pas risquer l'impopularité auprès des agriculteurs, dont le vote sera déterminant aux prochaines élections, en mai 2009. " Je suis prêt à négocier un accord de commerce, pas la vie d'agriculteurs pauvres ", affirmait M. Nath à Genève.

Frappés par la crise, 150 000 paysans indiens se seraient suicidés entre 1997 et 2005 selon l'ONG ActionAid. Le Bharatiya Janata Party (BJP), principal parti d'opposition, avait mis en garde le gouvernement contre un accord réduisant les subventions aux agriculteurs.

Car 60 % de la population en Inde dépend de l'agriculture, contre 3 à 4 % dans les pays développés. Ce secteur, qui produit le quart des richesses du pays, souffre d'un manque de compétitivité. Ces cinq dernières années, la production agricole indienne n'a augmenté, chaque année, en moyenne, que de 2,5 %. Faut-il investir dans des machines, ou dans l'irrigation, les gains de productivité sont faibles. Un hectare de rizière en Inde produit deux fois moins qu'en Chine. La superficie des terres irriguées ne représente que 35 % des cultures.

L'Inde, accusée de rigidité, relativise l'échec des négociations. " La confiance placée par mon pays dans l'Organisation mondiale du commerce et le système multilatéral reste intacte ", a assuré M. Nath.

Julien Bouissou

LE MONDE: LIBÉRALISATION Le cycle de Doha commencé il y a sept ans n'a pas abouti en dépit des efforts de Pascal Lamy: OMC : Etats-Unis et Inde font échouer les négociations - Jeudi 31 juillet 2008

Le refus de transiger des Etats-Unis et de l'Inde a contraint le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, à reconnaître, mardi 29 juillet, que les négociations dites du cycle de Doha sur la libéralisation des échanges internationaux ouvertes depuis neuf jours à Genève avaient échoué.

La déception des négociateurs est à la mesure de l'espoir qu'avaient suscité les avancées du week-end. Sur des propositions de M. Lamy, pays développés et pays émergents avaient progressé dans leur volonté de réduire subventions et droits de douane.

La question des « sauvegardes » agricoles a brisé cet élan, suscitant, de l'Australie au Canada et d'Afrique au Japon, un concert de lamentations sur la « défaite », « l'échec collectif » et la « régression » que représente une telle impasse.

Le grain de sable est venu, lundi 28 juillet, de là où on ne l'attendait pas. « Je n'aurai jamais imaginé, s'est désolé Celso Amorim, le ministre brésilien des affaires étrangères, que tout allait dépendre de quelques points de pourcentage ! » En effet, le blocage s'est produit sur la demande des pays en développement de pouvoir protéger leurs productions agricoles contre une invasion de produits étrangers.

M. Lamy proposait de leur autoriser une hausse des droits de douane si les importations dangereuses augmentaient de 40 %. Portée par l'Inde, la revendication des pays en développement était d'abaisser le seuil de déclenchement à 10 % d'importations supplémentaires.

Washington a estimé qu'il n'était pas possible de revenir sur des désarmements douaniers anté-

rieurs, notamment les accords de l'Uruguay, et la représentante américaine au commerce, Susan Schwab, a souligné le paradoxe que, « dans un contexte de crise alimentaire mondiale, le débat se soit focalisé sur comment et de combien certains pays pourraient relever leurs barrières douanières face aux importations agricoles ».

En fait, dit un haut responsable de l'OMC, « de tout temps, des clauses de sauvegarde en cas de menace sur tel produit agricole ou industriel ont été mises en place sans drame, mais les Etats-Unis visent, en fait, la Chine, à laquelle ils entendent vendre énormément de maïs, de blé et de soja et qui pourrait se protéger excessivement, selon eux, par le biais de cette clause de sauvegarde ».

La posture indienne est tout aussi ambiguë. Kamal Nath, son ministre du commerce, a justifié son intransigeance en affirmant qu'il soutenait le principe de pouvoir défendre par des moyens douaniers ses « paysans pauvres » contre les effets destructeurs d'importations agricoles.

Il a mis en avant le riz que son pays produit et consomme en grande quantité. Or, cette année, l'Inde a suspendu pendant plusieurs mois non pas l'importation, mais l'exportation de cette céréale, preuve que celle-ci n'est en rien menacée par la concurrence et que la désespérance des agriculteurs indiens, qui se suicident actuellement par milliers, n'est pas imputable au niveau des importations.

Cet échec ouvre une période d'incertitude. Une éventuelle reprise des négociations ne pourrait intervenir que dans deux ou trois ans, après des élections déterminantes pour les Etats-Unis et

pour l'Inde dans quelques mois. Est-ce une surprise si ce sont ces deux pays, en campagne électorale, qui ont fait capoter le cycle de Doha sur la libéralisation des échanges de plus en plus perçue comme dangereuse par leurs opinions publiques ?

Les réelles avancées, qui ont été réalisées, à Genève, dans le domaine des subventions agricoles ou des produits tropicaux - et notamment la banane chère aux pays africains - ou dans le domaine des services, ne se concrétiseront pas tant que l'accord ne sera pas général. Car à l'OMC, « rien n'est conclu, tant que tout n'est pas conclu ».

L'économie mondiale ne pourra pas compter sur le revenu supplémentaire de 130 milliards de dollars (83,5 milliards d'euros) espéré de l'accord. Plus grave, comme l'a souligné M. Lamy, « cet échec ne va pas renforcer le système multilatéral du commerce ». C'est-à-dire que les différents pays vont être tentés, au mieux, par la signature d'accords bilatéraux où les plus pauvres seront perdants et, au pire, par la dénonciation d'accords multilatéraux, ce qui pourrait déclencher des guerres commerciales débouchant sur des récessions locales ou généralisées.

Mariann Fischer-Boel, commissaire européenne à l'agriculture, a résumé l'inquiétude générale en déclarant : « Si nous ne sommes pas capables de traiter ensemble les questions commerciales, comment pourrions-nous le faire pour des problèmes autrement complexes comme le réchauffement climatique ? »

Alain Faujas

LE DEVOIR: Opinion: Les mythes néolibéraux, par Lazar Konforti, Candidat à la maîtrise en développement international, Institute of Social Studies, Den Haag, Pays-Bas - Édition du mercredi 30 juillet 2008

Quand, dans Le Devoir d'hier, l'économiste en chef de l'Institut économique de Montréal, Marcel Boyer, parle de «groupes d'intérêt» qui s'opposent à la libéralisation des marchés en soutenant des agriculteurs, il veut nous faire

croire que ceux-ci ne représentent qu'une minorité entêtée et puissante. Pourtant, ce «puissant» secteur agricole ne contribue qu'à une infime partie du PIB des pays avancés. Loin d'être le projet d'une minorité puissante, la protection des

marchés des pays du Nord (ou du soi-disant «premier monde») combinée à l'accès quasiment illimité aux marchés du Sud est en effet une stratégie nationale qui, malgré plusieurs mutations, demeure en esprit et en efficacité la même



depuis l'époque coloniale et est la principale cause de l'inégalité globale qu'on peut voir aujourd'hui. Certes, c'est injuste, mais la libéralisation n'est pas la solution (et non seulement parce que les pays développés promettent l'élimination des subventions depuis la ronde d'Uruguay sans jamais l'avoir fait). M. Boyer nous dit que la libéralisation crée la richesse de trois façons: par la compétition, par la réduction du rôle de l'État et par la diminution du pouvoir des groupes de pression. Vous avez ici trois beaux mythes néolibéraux.

Premièrement, la libéralisation du commerce combinée à la libéralisation financière mène à la concentration du marché. Déjà, dans plusieurs secteurs et en particulier le secteur agricole, un petit nombre de multinationales (d'habitude quatre ou cinq) contrôlent plus de 50 % du marché et parfois même 80 %. L'ouverture des marchés du Sud à une telle «compétition imparfaite» donne le feu vert à une accumulation des profits inouïe entre les mains des multinationales.

Deuxièmement, les producteurs du Sud n'ont pas pu bénéficier du soutien de leurs gouvernements (recherche et développement, extension agricole, éducation, infrastructure, etc.) à cause des politiques anti-étatiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international depuis les années

80. Les producteurs du Sud seront donc impuissants devant les multinationales, qui auront le monopole sur le crédit, la technologie, l'accès au marché du détail, bref tout ce que le gouvernement devrait garantir pour s'assurer d'une compétition équitable sur les marchés. Les petits producteurs finiront par avoir des relations contractuelles captives, c'est-à-dire des relations où les multinationales peuvent manipuler les prix et accaparer les surplus.

Si on ajoute à ce processus la marchandisation d'atouts comme la terre, l'eau et l'infrastructure publique -- ce qui va toujours main dans la main avec la libéralisation --, c'est encore une fois les entreprises les plus puissantes qui vont pouvoir s'en prévaloir. C'est ce que le géographe économique David Harvey appelle «l'accumulation par la dépossession».

Troisièmement, la libéralisation réduirait le pouvoir des groupes de pression? M. Boyer, ne me faites pas rire! Si on réduit le pouvoir de l'État, on augmente celui des acteurs privés. Et je ne parle pas ici des citoyens! Sans un État démocratique au service des citoyens, c'est la loi du plus fort qui règne, et le plus fort, c'est le plus riche. N'étiez-vous pas au courant que les multinationales sont présentes à toutes les rencontres de l'OMC, où elles vantent sans cesse les effets positifs de la

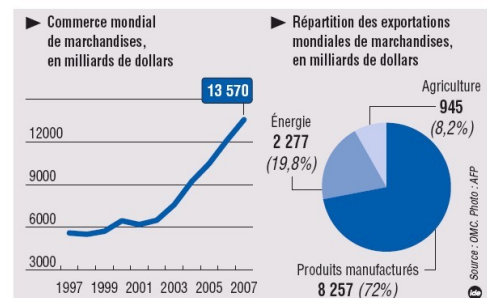
libéralisation? Ne saviez-vous pas que les représentants de l'industrie agricole et pharmaceutique rédigent les premiers brouillons des accords présentés à l'OMC?

M. Boyer, en tant que membre de l'Agence des partenariats public-privé du Québec, vous connaissez très bien ce type de groupes d'intérêt. Ces groupes sont assis avec vous au conseil d'administration de l'Institut économique de Montréal.

Chers lecteurs, regardez autour de vous: pendant que les néolibéraux nous disent que le marché est le meilleur mécanisme pour garantir la sécurité alimentaire, les prix sont en hausse, les profits ne cessent de grimper et les lois du marché font en sorte que les pays producteurs agricoles exportent leur nourriture pendant que les agriculteurs eux-mêmes n'ont pas assez d'argent pour se nourrir. Qu'Apple continue de produire les iPod, cela m'est égal, mais que le cycle de Doha fasse de la sécurité alimentaire dans le monde un cadeau aux multinationales, non merci. Si on veut parler de sécurité alimentaire, il faut également parler de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire de l'approvisionnement démocratique des biens matériels essentiels à une vie digne.

LE FIGARO : L'OMC échoue sur l'agriculture : Les États-Unis, l'Inde et la Chine n'ont pas réussi à s'entendre – Mercredi 30 juillet 2008

PASCAL LAMY a baissé les bras hier à Genève, après neuf jours de négociations extrêmement tendues entre les 153 pays membres de l'OMC. Et si le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce ne veut « pas jeter l'éponge », ce nouvel échec des pourparlers du cycle de Doha pour la libéralisation des échanges commerciaux est particulièrement cuisant car il achoppe une fois de plus sur un bras de fer entre pays riches et pays pauvres.



Les États-Unis, l'Inde et la Chine ne sont pas parvenus à s'entendre sur les importations agricoles, et plus spécialement sur l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde permettant à un pays

d'appliquer des tarifs douaniers particuliers face à une trop forte hausse des importations où à une baisse des prix excessive. Delhi et Pékin souhaitaient que son seuil de déclenchement soit le plus bas possible pour protéger leurs paysans. Washington a estimé que le système risquait de devenir une arme protectionniste. Les trois pays bloquaient sur cette clause depuis vingt-quatre heures.

Les discussions se sont rapidement envenimées. Après un départ prometteur, où l'Europe faisait dès le premier jour des concessions sur ses droits de douane agricole, puis un geste des États-Unis, le lendemain, diminuant leurs subventions aux agriculteurs, les négociations de Genève s'étaient rapidement envenimées. Les avancées sur l'agriculture masquaient des divergences sur d'autres dossiers, comme l'ouverture des frontières des pays en développement aux produits industriels, que l'Europe, en particulier, jugeait trop timide.

Une Europe qui, d'ailleurs, n'a pas tardé à se diviser sous la pression de la France, qui reproche aux Indiens de « protéger leur agriculture » et aux Américains de vouloir « à la fois exporter leurs produits agricoles, notamment le coton, et protéger leur production industrielle », selon la ministre de l'Économie, Christine Lagarde. Mais

une France qui s'est toujours défendue de sortir de son rôle de présidente de l'Union européenne et n'entend pas porter aujourd'hui une part de responsabilité dans l'échec de Genève.

« Échec collectif » ou pas comme l'a dit hier soir Peter Mandelson, le négociateur européen, comment recoller les morceaux, et est-ce seulement possible ? Pascal Lamy promet qu'il va « essayer de remettre tout ça sur les rails » et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État française au Commerce extérieur, affirmait hier à chaud au Figaro : « C'est un vrai échec, mais pas la fin du monde. » La représentante américaine, Susan Schwab, estime quant à elle qu'il faut que les pays de l'OMC « continuent de progresser ». Reste à savoir dans quel cadre et selon quel calendrier. Pascal Lamy voulait aller vite parce qu'il pensait que les prochaines élections américaines risquaient de remettre en question l'ensemble du cycle de Doha. Mais les minces progrès obtenus à Genève peuvent aussi donner aux membres de l'OMC une base pour continuer à discuter de manière plus discrète, histoire de ne pas perdre la face.

ARNAUD RODIER.

LE FIGARO : Pascal Lamy doit revoir sa méthode - Le patron de l'OMC n'a pas créé le consensus politique indispensable – Mercredi 30 juillet 2008

DEPUIS qu'il a pris la direction générale de l'OMC, le 1er septembre 2005, Pascal Lamy n'a eu de cesse de multiplier les réunions de la « dernière chance » pour faire avancer le cycle de Doha. Lequel devait initialement être conclu dès 2004. Ce fut tout d'abord la grande messe de Hongkong en décembre 2005 à laquelle assistèrent l'ensemble des ministres du Commerce des pays membres de l'OMC. Auparavant il y avait eu la ministérielle de Cancun au Mexique, en septembre 2003, restée dans les mémoires comme un affrontement Nord-Sud d'une grande violence sur le dossier agricole.

Sans jamais se décourager, Pascal Lamy organisa une nouvelle rencontre à Postdam (Allemagne),

en juin 2007, cette fois dans une distribution resserrée à quatre (États-Unis, Union européenne, Inde et Brésil) et ce fut de nouveau un échec, faute d'un rapprochement sur les aides agricoles et l'ouverture des marchés aux produits industriels. « Il était inutile de poursuivre les négociations compte tenu de ce qui est sur la table », déclarèrent de concert le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, en compagnie du ministre indien du Commerce, Kamal Nath. Des conditions pourtant favorables à un compromis.

L'insuccès de Genève est donc le quatrième et il sera difficile de recoller les morceaux pour Pascal Lamy, dont le mandat de quatre ans doit

s'achever le 31 août 2009. La flambée des prix agricoles en facilitant de facto la réduction des subventions agricoles dans les « pays riches », de même que les risques de récession des pays occidentaux, constituaient pourtant des conditions favorables à un compromis.

Paradoxalement l'échec s'est cristallisé sur une querelle d'apparence technique et très ponctuelle, à savoir les conditions de sauvegarde pour protéger les fermiers des pays du Sud en cas de chute des prix et liée à un afflux des importations. « Les membres de l'OMC vont devoir reconsidérer leur agenda plutôt que de réessayer le même programme », résume Edward Gresser, qui dirige un

LE FIGARO : Quel avenir pour le libre-échange? - L'impasse après sept ans de négociations - L'échec de la réunion de Genève compromet la création d'un « meilleur système de commerce mondial » - Mercredi 30 juillet 2008

Quel était l'objet de la réunion de l'OMC à Genève ?

Ouverte le 21 juillet dernier, cette réunion de l'Organisation mondiale du commerce devait boucler les négociations dites du cycle de Doha, du nom de la capitale du Qatar où elles avaient été lancées en 2001. Ces négociations visaient à stimuler l'économie mondiale par une plus grande ouverture et un rééquilibrage des échanges commerciaux. Elles prévoyaient en particulier la réduction des subventions et des droits de douane agricoles pratiqués par les pays riches, qui empêchent les pays pauvres d'y exporter leur production. En contrepartie, les pays développés demandaient aux pays en voie de développement d'ouvrir davantage leurs frontières à leurs produits industriels. La négociation devait aussi ouvrir les frontières des services, notamment dans les télécommunications et la finance. Plusieurs réunions du cycle de Doha avaient déjà eu lieu, en 2003 à Cancun, en 2004 à Genève et en 2005 à Hongkong, mais les différends entre les pays - violemment exprimés à Cancun notamment -, avaient empêché sa conclusion. La réunion de Genève était considérée comme cruciale, car les responsables de l'OMC considèrent que les prochaines élections américaines vont remettre à plat les processus de négociations commerciales.

Comment expliquer un tel échec?

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le commerce s'est libéralisé grâce à différents cycles (Anney, Torquay, Dillon, Kennedy, Uruguay...) qui ont permis de faire tomber progressivement les bar-

rières douanières. Mais les accords, qui se signaient entre une trentaine de pays, impliquent aujourd'hui 153 membres et autant d'intérêts différents. Et à l'opposition Nord- Sud qui était apparue au grand jour à Cancun, ont succédé des alliances plus subtiles. À Genève, le groupe des 7 (États-Unis, Union européenne, Brésil, Inde, Australie, Japon et Chine), sorte de cénacle des grandes puissances, a attiré les foudres des plus petits, qui les accusaient de vouloir mener les négociations selon leur guise. Mais au sein même de ce groupe des 7, les Chinois, qui défendent les intérêts de leurs 152 millions de producteurs de coton, se plaignaient des subventions américaines à leurs propres producteurs. L'Inde s'empoignait avec Washington sur la question de la clause de sauvegarde. L'Europe elle-même était divisée entre les « pro » et les « anti » Mandelson, le commissaire chargé de défendre ses intérêts.

Que pouvait-on espérer d'un succès de la réunion de Genève?

Un accord aurait d'abord constitué un signe positif au moment où le ralentissement de l'économie mondiale, confrontée à la flambée des prix des matières premières alimentaires, à l'explosion des prix de l'énergie et à la crise du crédit, fait craindre une montée du protectionnisme. Les exportateurs de produits agricoles (Brésil, Canada, Australie...) espéraient la baisse de 50 % à 85 % des subventions internes versées aux agriculteurs des pays riches, prévue par le projet d'accord. Lesquels pays riches, et la Chine aussi, attendaient une baisse à deux chiffres des droits de douane

frappant leurs produits industriels à destination des pays émergents. Pour Pascal Lamy, la diminution des droits de douane devait permettre d'injecter « au bas mot » chaque année 50 milliards de dollars dans l'économie mondiale, et 100 milliards au bout de dix ans. Le directeur général de l'OMC pensait que seul un « résultat équilibré du cycle de Doha peut apporter une forte poussée pour stimuler la croissance économique et amener de meilleures perspectives pour le développement ».

Quel avenir pour le libre-échange?

Depuis 2001 et l'entrée de la Chine dans l'OMC, le commerce mondial a explosé. En dépit de plus de six années de tractations infructueuses dans le cadre du cycle de Doha, l'économie mondiale ne s'est pas arrêtée de tourner. Mais l'échec d'hier porte un coup dur au multilatéralisme. En juin dernier, la présidente du Medef, Laurence Parisot, estimait qu'un échec « ouvrirait la porte à des négociations bilatérales tous azimuts dans lesquelles il y a toujours un risque que l'Europe soit perdante ». Pour Patrick Messerlin, directeur du groupe d'économie mondiale de Sciences Po, ce sont surtout les pays les plus pauvres qui risquent de pâtir de la multiplication de ces accords bilatéraux. En cas d'échec de Doha, « les petits pays émergents et les pays les moins avancés se retrouveraient avec des accords très inégaux, voire impérialistes, disons le mot », s'inquiétait-il tout récemment.

M. M. et A. R.

THE FINANCIAL POST : Editorial : Canada's role at the WTO, by Terence CORCORAN – Wednesday, July 30, 2008

With the collapse of the Doha Round of trade talks in Geneva, the World Finger-pointing Organization (WFO) is now set to take over the trade agenda. China blames the United States, the U.S. blames China, India blames Europe, small nations blame big ones and big ones blame the small. Canada didn't blame anyone in particular for the failure of the talks, in part because it had no one to blame but itself.

At the 153-member WFO, however, it would be folly to pin the Doha collapse on any one nation or group. It was a conspiracy of the like-minded and the wrong-headed, politicians and bureaucrats who talk free trade but spend every waking hour operating under the ancient mercantilist fallacies that exports are good and imports are bad.

Given this prevailing world trade ideology, collapse of the Doha Round certainly poses risks. Multilateral trade agreements may not be the most perfect form of free trade, but they are the best thing we have and any threat to the World Trade Organization (WTO) is cause for concern. On the other hand, the WTO itself is not about to collapse. Existing agreements, whatever their weaknesses, remain in place.

The trick now is to turn the WFO back into the WTO. Every one of the WTO's member nations — including Cape Verde (pop: 499,796; location: hard to find) added last week as the 153rd member — could use a refresher course in the economics of free trade. It may take a year or two — re-education is a slow process — but in the end

new and improved global perspectives on trade could emerge.

As it turns out, the Doha deal that didn't survive may not have been worth saving. Far too much protectionist baggage was piling up on the negotiating table, from China's request for the absolute right to impose tariffs to the U.S. insistence on the right to subsidize agriculture and, most pathetic of all, to Canada's sly early carve-out of farm product supply management as a sacred "sensitive" category that could not be touched.

Canada's defense of its farm protection monster is indefensible. Supply management — a genuine monopoly rip-off of all Canadian consumers, an assault on sound economic principle and a tool of economic oppression — remains the driving force behind Canada's current trade policy. It Canada's trade policy.

In March of 2007, Chuck Strahl, then agriculture minister, declared: "Canada's new government demonstrates its support for supply management." As the Doha talks crashed yesterday in Geneva, International Trade Minister Michael Fortier said: "Our position on supply management will not change. Our position has been known for some time. And we have no intention of changing that position."

That ministers in the Conservative government of all of Canada can hold such positions openly is a testament to the aggressive farm lobby takeover of Canadian trade policy. The supply management protection program is becoming even more deeply entrenched as Canadian trade principle.

All Canadians should note that supply management is not just a policy. It is a government sanctioned monopoly. And not a monopoly in the flabby way that Canadians throw around the word monopoly, as in Bell Canada or Rogers being a monopoly. This is a monopoly with total economic control over everything it does. It makes its own laws and regulations, a state within a state.

A recent Quebec government commission minced no words. "A marketing board is a monopoly with broad powers to intervene in the sale and marketing of agricultural products." Such boards, moreover, have regulatory powers, described as "unilateral decision-making tools with the same weight as an act of parliament."

The results of the supply management system, maintained by Ottawa by force, are indescribably destructive. In the dairy sector, milk prices are kept well above international prices, Canadian milk and dairy product consumption is in constant morbid decline, exports are non-existent and vast pools of debt and waste are built around quota ownership.

The real barometer of supply management is the price of the official monopoly quota, the right to milk a cow. The June price in Ontario was \$33,235, up from \$26,000 in June of last year. Meanwhile, the price of milk is going up September 1—a "special increase" to cover rising costs. Ottawa supports all this, right to the point of helping to destroy a trade agreement.

THE GAZETTE : Implications of the WTO failure – Wednesday, July 30, 2008



What now, according to economists, diplomats and officials:

THE TALKS

The deal broke down over a relatively obscure but complicated proposal to protect farmers in developing countries from a surge in imports. If the Doha round is suspended indefinitely it is unlikely it can be brought back to life – the agenda has changed since the launch in 2001 with the rise of China, a jump in commodity prices and concerns about climate change. But ministers may choose to come back after the summer break for one last roll of the dice. A new administration taking over next year in Washington after November's election, changes next year in the European Union's executive commission and an election in India in the near future could also set new priorities for trade.

INTERNATIONAL TRADING

Failure to agree in Geneva damages the credibility of the multilateral system and will encourage

greater reliance on regional trade deals – politically easier but economically less beneficial than a global deal. There will be no immediate impact on trade flows, given the long implementation periods for the measures under discussion – typically five years for developed countries and 10 for developing countries, but as much as 14 years for China. But the failure could damage business sentiment. Will it encourage protectionist behaviour, a big factor in the Great Depression with its accompanying mass unemployment? Failure to agree a deal liberalizing trade further removes an obstacle to protectionism, but could also frighten policymakers into fighting it more firmly.

THE ROLE OF THE WTO

The WTO is not only about trade talks. Arguably, its most important role is dispute settlement – acting as the umpire of the international trading system within agreed rules. That role continues with the WTO enforcing existing trade agreements up to the last deal, the 1994 Uruguay round. The

WTO can continue to promote global trade liberalization through accession negotiations with countries that have not yet joined, such as Russia.

THE WIDER WORLD

The talks reflected the changing balance of economic power as emerging nations in Asia and Latin America grow in influence. Indian Commerce Minister Kamal Nath was a key figure in the talks, fighting intransigently for the right to protect millions of subsistence farmers. WTO Director-General Pascal Lamy brought China into a core Group of 7 countries that tried to find a compromise, recognizing the clout of the world's second-biggest exporter. The talks exposed once again the faultlines running through the European Union, as French President Nicolas Sarkozy rallied opposition to an emerging deal even as European Trade Commissioner Peter Mandelson was trying to negotiate it.

NOUVELOBS.COM: COMMERCE MONDIAL: OMC : il faut "conserver les acquis", selon Lamy – Mercredi 30 juillet 2008 | à 14:26

Le directeur général de l'OMC a déclaré qu'il ne fallait pas revenir en arrière malgré l'échec des négociations. "On a fait d'énormes progrès, mais pas tout à fait assez", a-t-il estimé.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), Pascal Lamy, a estimé mercredi 30 juillet qu'il ne fallait pas revenir en arrière et "conserver les acquis de cette semaine" de négociations sur la libéralisation du commerce mondial, malgré leur échec final. "Ne revenons pas en arrière", a appelé Pascal Lamy, interrogé sur France Info. "On a fait d'énormes progrès, mais pas tout à fait assez" pour parvenir à un accord entre les 153 membres de l'OMC sur le cycle de Doha, a-t-il ajouté. Il souligne avoir été "surpris" par la "détermination" des pays membres à poursuivre la recherche d'un accord, malgré leur "déception" de ne pas être parvenus à un consensus au terme de plus d'une semaine de tractations à Genève. "J'ai entendu tous les pays en développement dire surtout préservez les acquis de cette semaine", a affirmé Pascal Lamy.

Déception

Après l'échec des négociations à Genève, pour trouver un accord sur la libéralisation des échanges mondiaux, les principaux partenaires de l'organisation mondiale du commerce (OMC) ont fait part de leur déception.

"C'est un pas en arrière pour le système du commerce international, plus grand que la perte d'opportunités commerciales", a regretté le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson. Selon lui, il s'agit d'un "échec collectif (...)" mais les conséquences ne seront pas égales, elles seront ressenties de manière disproportionnées

par ceux qui sont les plus vulnérables dans l'économie mondiale

"Frustrant"

"La rupture de ces négociations est une mauvaise nouvelle pour les entreprises, les travailleurs, les fermiers et surtout les pauvres dans le monde", a déploré le président de la Chambre de commerce américaine, Tom Donohue, dans un communiqué. Le Premier ministre japonais, Yasuo Fukuda a estimé que l'absence d'accord est "extrêmement regrettable". Selon le ministre australien du Commerce, Simon Crean, l'échec est "particulièrement frustrant" car "un accord était clairement possible". Seule "une question concernant l'accès au marché des pays en voie de développement (...)" a provoqué le blocage", a déclaré Simon Crean. "Je me sens très déçu", a affirmé le ministre chinois du Commerce, Chen Demin, dans un communiqué publié sur le site de son ministère. Le ministre chinois attribue cet "échec tragique" à "l'incapacité de deux pays à surmonter leurs différences", sans les nommer. "Je ne veux pas blâmer les ministres concernés. Ils ont peut-être des facteurs au plan intérieur complexes et profonds", a-t-il dit.

Les Etats-Unis et l'Inde mis en cause

Pour le ministre néo-zélandais du Commerce, Phil Goff, l'échec est causé par les Etats-Unis et l'Inde qui ont fait échouer les négociations. "Une différence d'opinion entre l'Inde et les Etats-Unis sur les seuils du mécanisme de sauvegarde en agriculture (...)" n'a pas pu être réglée", a-t-il indiqué. Les négociations avaient échoué en raison d'une impasse entre les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. "La confiance placée par mon pays dans l'organi-

sation mondiale du commerce et le système multilatéral reste intacte et je suis sûr (...) que nous pourrions surmonter cela pour progresser et atteindre notre but", a tenté de relativiser le ministre indien du commerce, Kamal Nath, dont le pays a été pointé du doigt par plusieurs partenaires de l'OMC pour sa rigidité dans les négociations. "Les Etats-Unis continuent de soutenir le système de négociation multilatérale et l'OMC en tant qu'institution", lui a fait écho la représentante américaine au commerce, Susan Schwab. "J'espère que nous pourrions nous retrouver dans un cadre de négociation plus ambitieux et que nous pourrions parvenir à une conclusion", a-t-elle ajouté.

"Absence de consensus"

Le ministère mexicain de l'Economie a estimé, de son côté dans un communiqué, qu'"à un moment où la hausse des taux d'inflation revient menacer le monde et où la hausse des prix des aliments atteint des niveaux historiques, le monde avait besoin d'un dénouement positif". Une déception partagée par le ministre canadien du Commerce international, Michael Fortie, qui a souligné que l'OMC constituait "une tribune importante pour le Canada", et par le Brésil, pour qui "cet accord à l'OMC était important parce qu'il aurait ouvert les marchés dans tous les pays". S'exprimant sur un possible reprise des négociations dans le futur, la secrétaire d'Etat française au Commerce, Anne-Marie Idrac, a précisé qu'il faudrait "tenir compte de l'absence de consensus" au sein des Etats de l'Union européenne sur les négociations à l'OMC "dans les étapes qui viendront".

NOUVELOBS.COM: COMMERCE MONDIAL: Les principales dispositions de l'accord de l'OMC – Mercredi 30 juillet 2008 | à 11:22

Voici les principaux aspects de l'accord en préparation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la suite des propositions chiffrées soumises par le directeur général, Pascal Lamy:

SUBVENTIONS AGRICOLES:

Les pays riches devront réduire leurs subventions, accusées par les pays du sud de saper les cours mondiaux et de pénaliser leurs paysans.

Les plus gros pourvoyeurs de subventions feront les plus gros efforts:

- L'UE devra réduire les siennes de 80%. Son plafond autorisé tombera de 110,3 à 22,06 milliards d'euros.

- Les subventions du Japon et des Etats-Unis seront réduites de 70%, ramenant le plafond américain à 14,5 milliards de dollars par an,

- Celles des autres pays développés diminueront de 50% à 60%.

Ces baisses, qui portent sur les subventions liées à un niveau de prix ou de production faussant les échanges, doivent intervenir dans un délai de cinq ans.

Elles ne concernent pas d'autres subventions, notamment pour protéger l'environnement.

Les subventions à l'exportation seront quant à elles éliminées en 2013, une disposition acquise depuis 2005.

DROITS DE DOUANE AGRICOLES:

Les grands exportateurs agricoles comme le Brésil réclament une baisse des droits de douane appliqués par les importateurs.

- Les droits les plus élevés baissent davantage, l'objectif étant une baisse de 54% en moyenne pour les pays développés.

- Les droits de plus de 75% seront abaissés de 70%: un droit de 100% serait ramené à 30%.

- Pour les pays en développement (PED), la baisse moyenne ne dépassera pas 36% (les Pays les moins avancés ne feront aucune concession).

Pour atténuer l'impact, les pays développés pourront définir 4% de produits "sensibles" sur le total des produits d'importation. Le pourcentage est plus généreux pour les PED: 5,3%.



En échange, les Etats devront accepter un contingent d'importation de produits sensibles représentant 4% de la consommation intérieure du produit en question.

Aucun droit ne pourra dépasser 100% sauf pour les produits sensibles, mais en échange d'un contingent d'importation supplémentaire.

Les PED pourront définir 12% de produits "spéciaux", au nom de la sécurité alimentaire ou du développement rural.

La baisse des droits sur ces produits ne dépasserait pas 11%, et 5% d'entre eux ne subiraient aucune réduction.

LES PRODUITS INDUSTRIELS:

En échange de concessions agricoles, les pays riches exigent de ceux du Sud qu'ils ouvrent davantage leur marché aux produits industriels. Une trentaine de pays émergents réduiront leurs droits de douane selon un coefficient compris entre 20 et 25 (plus le coefficient est bas, plus la baisse est forte).

- L'Inde ou le Brésil ramèneraient ainsi la moyenne de leurs droits entre 11% et 12%.

- Pour les pays développés, le coefficient de baisse sera de 8, ramenant la moyenne en dessous de 3%.

- Les pays émergents pourront définir jusqu'à 14% de produits sensibles.

Un mécanisme anti-concentration empêchera un pays d'abriter tout un secteur des baisses tarifaires en l'obligeant à abaisser ses droits sur au moins 20% des produits d'un secteur.

Les pays en développement sont encouragés à participer à des négociations d'ouverture d'au moins deux secteurs, comme l'automobile ou les produits chimiques.

Ils seront en échange autorisés à baisser un peu moins leurs tarifs douaniers.

Le calendrier d'application sera de cinq ans pour les pays développés et de dix pour les émergents.

Les membres récents de l'OMC comme la Chine bénéficieront d'une période de grâce supplémentaire de trois à quatre ans.

LE MONDE: Les gagnants et les perdants du statu quo commercial: Quelles activités et quels pays souffriront ou bénéficieront de l'échec des négociations? - Mis à jour le mercredi 30 juillet 2008 | à 13h50

LES GAGNANTS

Les agriculteurs les plus subventionnés, comme les Européens et les Américains, ne verront pas de sitôt disparaître les aides à la production et à l'exportation dont ils bénéficient. Le riz japonais continuera à profiter d'un droit de douane de 700 %.

Les industries automobile ou pharmaceutique des pays émergents demeureront à l'abri de droits de douane élevés.

Les pays comme la Bolivie ou le Venezuela seront confortés dans leur exigence idéologique d'un traitement très dissymétrique entre les nations riches, qui doivent ouvrir leurs marchés sans condition, et les pays pauvres qui doivent protéger les leurs.

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, fait d'une pierre deux coups : même s'il n'est pour rien dans l'échec de Genève, il peut se targuer d'avoir défendu les intérêts des agriculteurs français et européens. Il peut désormais inciter les Irlandais à organiser un deuxième référendum sur le traité de Lisbonne, le premier ayant été rejeté,

selon lui, en raison des menaces pesant sur la viande et le lait irlandais.

LES PERDANTS

Le secteur des services des pays développés, qui pouvait espérer des gains importants, ne verra pas son implantation mondiale favorisée, notamment les travaux publics, les services financiers, l'assurance, la santé et le tourisme.

Les pays les plus pauvres, dont une majorité d'africains, n'avaient rien à redouter de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puisque dispensés de toute ouverture de leurs marchés. En revanche, ils ne bénéficieront pas de la suppression totale de droits de douane dans les pays riches dont devaient bénéficier 97 % de leurs exportations.

Pascal Lamy a failli gagner son pari en forçant les membres de l'OMC à entrer dans une négociation à laquelle ils rechignaient. Bien qu'il ait déclaré après la rupture, qu'il ne "jetait pas l'éponge" et qu'il allait "essayer de remettre le train sur les rails", sera-t-il candidat à sa propre succession à la tête de l'OMC, en 2009 ?

Alain Faujas

Les entreprises américaines accusent l'Inde et la Chine

Les représentants des entreprises américaines ont dit leur déception mardi 29 juillet après l'échec des négociations à Genève. "C'est une mauvaise nouvelle", a affirmé le président de la chambre de commerce américaine, Tom Donohue. "Il est ironique de voir que ce revers est venu de deux des principaux bénéficiaires du commerce mondial. L'Inde et la Chine sont des puissances émergentes, mais un grand pouvoir implique de grandes responsabilités. Ils ont manqué une opportunité de faire preuve de leur leadership", a-t-il ajouté. Le président de l'association des industriels NAM (National Association of Manufacturers), John Engler, a lui aussi déploré le rôle de ces deux pays.

"Il est regrettable que la Chine et l'Inde aient refusé de respecter les règles et les souhaits de la majorité des pays", a-t-il affirmé, jugeant que les demandes des deux pays sur le mécanisme de sauvegarde avaient été "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase". - (AFP.)

LE MONDE.FR: "Déception" après l'échec des négociations à l'OMC - publié le mercredi 30 juillet 2008

De nombreux pays ayant participé à la réunion de Genève blâment l'attitude de l'Inde et des Etats-Unis.

Déçu. C'est le mot qui revenait chez les principaux partenaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mercredi 30 juillet, au lendemain de l'échec des négociations à Genève sur la libéralisation des échanges. "C'est un pas en arrière pour le système du commerce international, plus grand que la perte d'opportunités commerciales", a regretté le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson. Selon lui, il s'agit d'un "échec collectif mais les conséquences ne seront pas égales, elles seront ressenties de manière disproportionnée par ceux qui sont les plus vulnérables dans l'économie mondiale".

Pour le président de la Chambre de commerce américaine, Tom Donohue, "la rupture de ces négociations est une mauvaise nouvelle pour les entreprises, les travailleurs, les fermiers et surtout les pauvres dans le monde". Le premier ministre japonais, Yasuo Fukuda, juge l'absence d'accord "extrêmement regrettable", alors que le ministre du commerce australien, Simon Crean, estime que l'échec est "particulièrement frustrant" car "un accord était tout à fait possible". Seule "une question concernant l'accès au marché des

pays en voie de développement a provoqué le blocage", a-t-il fait valoir.

INDE ET ETATS-UNIS MONTRÉS DU DOIGT

Le ministère de l'économie mexicain a estimé qu'"à un moment où la hausse des taux d'inflation revient menacer le monde et où la hausse des prix des aliments atteint des niveaux historiques, le monde avait besoin d'un dénouement positif".

"Cet accord à l'OMC était important parce qu'il aurait ouvert les marchés dans tous les pays", a renchéri le Brésil, tandis que le ministre du commerce international canadien, Michael Fortie, a souligné que l'OMC constituait "une tribune importante" pour son pays.

"Je me sens très déçu", a affirmé le ministre du commerce chinois, Chen Demin, dans un texte publié sur le site de son ministère, où il attribue cet "échec tragique" à "l'incapacité de deux pays à surmonter leurs différences", sans les nommer. "Je ne veux pas blâmer les ministres concernés. Ils ont peut-être, au plan intérieure, des facteurs complexes et profonds", a-t-il ajouté. Le ministre du commerce néo-zélandais, Phil Goff, a été plus direct : "Une différence d'opinion entre l'Inde et les Etats-Unis sur les seuils du mécanisme de sauvegarde en agriculture n'a pas pu être réglée", a-t-il donné pour cause de l'échec.

DELHI RELATIVISE

"La confiance placée par mon pays dans l'Organisation mondiale du commerce et le système multilatéral reste intacte, et je suis sûr que nous pourrions surmonter cela pour progresser et atteindre notre but", a toutefois tenté de relativiser le ministre du commerce et négociateur indien, Kamal Nath. "Les Etats-Unis continuent de soutenir le système de négociation multilatérale et l'OMC en tant qu'institution", lui a fait écho la représentante au commerce américaine, Susan Schwab. "J'espère que nous pourrions nous retrouver dans un cadre de négociation plus ambitieux et que nous pourrions parvenir à une conclusion", a-t-elle ajouté.

S'exprimant sur une possible reprise des négociations dans le futur, la secrétaire d'Etat au commerce française, Anne-Marie Idrac, a pour sa part souligné qu'il faudrait "tenir compte de l'absence de consensus" au sein des Etats de l'Union européenne sur les négociations à l'OMC "dans les étapes qui viendront". Son collègue de l'agriculture, Michel Barnier, a réaffirmé sur RTL que la France était pour un "accord équilibré" et critiqué le refus des grands pays émergents de faire les "efforts" nécessaires. avec AFP et Reuters

THE GAZETTE: Chronic: The true north, strong and protected: "The farm lobby is determined not to give an inch on the protection it gets.", by Peter Hadekel - Thursday, July 30, 2008

Christian Lacasse did his best to sound worried. The president of the powerful farm lobby in Quebec, the Union des Producteurs Agricoles, warned darkly yesterday that the future of Quebec agriculture was "in peril."

One proposal on the table at world trade talks in Geneva would have resulted in a 22-per-cent reduction in tariffs that protect Canadian dairy, egg and poultry farmers, Lacasse said.

And that small breach in the fortress protecting Canadian agriculture would have marked the beginning of the end of Canada's supply management system for milk, eggs and poultry, he said gravely.

No longer could Canadian consumers count on "quality" and "high standards" at the supermarket.

"They want us to lower our guard," he said. "They want us to become vulnerable to dumping" by foreign producers.

Of course, it was all hyperbole and overkill – the kind we've been hearing for decades from a farm lobby determined not to give an inch on the protection it gets from foreign competition.

It takes some gall to make this argument when Canada's dairy producers are sheltered by tariffs ranging between 202 and 314 per cent. Egg and poultry farmers get similar protection, as well as the benefit of marketing boards that cater exclusively to them.

In that context, a 22-per-cent reduction in tariffs doesn't look so dramatic – especially when food

inflation is taking off. Consumers would welcome the lower prices, don't you think?

Even Lacasse conceded that prices would be lower if the tariff cuts went through. But that wasn't good enough for him.

Quebec would risk losing its "self-sufficiency" in agriculture, he said, not to mention the comfort that comes from knowing that a farmer has a captive market.

Well, he needn't have worried. While the UPA president spoke to media representatives at a Montreal news conference yesterday, word came from Geneva that the agricultural proposal had been rejected and talks had ended in failure.

This was hardly surprising. "World trade talks break down" is a standing headline ready to be used at any time by a newspaper editor.

This particular set of talks – the Doha Round – has been dragging on for seven years.

The round began with a simple premise: poor countries would get greater freedom to sell their agricultural products in the rich markets of the developed world. In return, rich nations would get to sell more goods and services to poor nations.

A great idea in theory. But no one could agree on the details.

It's unclear who's to blame for yesterday's failure in Geneva. Both the United States and Europe, the two largest offenders when it comes to agricultural subsidies, had made substantial offers to cut them.

But both wanted to maintain special deals and exemptions for select groups (such as for cotton growers in the U.S.)

Last week, it looked like a tentative deal had been reached that would have led to tariff cuts by all concerned.

Then, China and India began to balk at the idea of opening their markets. China, still classified as a developing nation, insisted on its right to subsidize cotton, rice and sugar farmers.

It's not clear how Canada's government would have acted on a deal to cut tariffs. The UPA urged Ottawa to reject the idea, saying it had been assured that the federal government would continue to fight for Canada's supply management system.

That position, of course, is getting much harder to defend. How does Ottawa justify closing its markets to farmers in poor nations while it sells them heavily subsidized Canadian wheat?

The status quo is less and less defensible, even within the Canadian farm community.

Beef and pork exporters, many of them based in western Canada, want greater access to foreign markets. They rightly see the dairy-egg-and-poultry lobby, based in Ontario and Quebec, as standing in their way.

Where the world trade talks go from here is anybody's guess.

It's possible that the proposed tariff cuts could still form the basis of a deal, but you know that special interests like the UPA will do their very best to kill it.

LE DEVOIR: Opinion: L'impossible désaccord sur Doha, par Marcel Boyer, Vice-président et économiste en chef, Institut économique de Montréal Titulaire de la Chaire Bell Canada en économie industrielle, Université de Montréal Fellow du CIRANO - Édition du mardi 29 juillet 2008

Le sort des négociations commerciales du cycle de Doha se jouera autour d'un accord prometteur, mais toujours partiel et fragile, entre les pays du Groupe des sept (États-Unis, Union européenne, Brésil, Inde, Australie, Chine, Japon). Les négociations se poursuivront exceptionnellement encore quelques heures.

L'objectif immédiat de ce projet d'accord éventuel, qui devra être complété par des accords sur les services et les règles et être ratifié par l'ensemble des membres de l'OMC, est de convenir de l'ampleur et des modalités de la réduction des droits de douane sur des milliers de produits industriels et agricoles et des niveaux futurs des subventions agricoles à effets de distorsion.

L'accord proposé amènerait des baisses significatives des subventions agricoles dans les pays développés: baisse de 70 % aux États-Unis, à 14,5 milliards de dollars, de 80 % dans l'Union européenne, à 37,7 milliards de dollars, de 50 % à 60 % pour le Canada, et leur disparition d'ici 2013. Les divers pays, en particulier les pays en développement, seraient autorisés à maintenir une certaine protection pour des produits dits

«fragiles» ou «sensibles», mais de manière limitée afin que les pays ne puissent se soustraire à l'obligation de la baisse générale des tarifs sur les produits agricoles et industriels.

Les propositions de ce projet d'accord ont soulevé beaucoup de critiques, même de la part de certains pays qui y ont apporté un appui conditionnel. Il fallait s'y attendre.

Dans tous les pays, les groupes d'intérêt, opposés à cet accord éventuel sur la baisse généralisée des droits de douane et des subventions, en particulier celles accordées à l'agriculture dans les pays riches, continuent à détenir un pouvoir politique bien plus considérable que celui de la majorité silencieuse qui a tout à gagner par la baisse des barrières au commerce. C'est le cas au Canada, le grand absent du Groupe des sept. Son double discours, favorable au développement du commerce mais aussi défenseur, contre toute logique, de ses institutions dépassées de mise en marché et de gestion de l'offre servant les intérêts de puissants lobbys agricoles, l'exclut de la cour des grands.

Une plus grande ouverture au commerce favorise, tant dans les secteurs agricoles que dans les secteurs industriels et tant dans les pays développés que dans les pays émergents et les pays en voie de développement, de meilleurs profils de production, de commercialisation et de consommation grâce à la vérité des prix concurrentiels. Les règles et les contraintes du commerce international sont globalement créatrices de richesse et de bien-être pour les populations, et ce, de trois façons: elles forcent les entreprises à innover et à augmenter leur productivité pour devenir plus concurrentielles, elles limitent les pouvoirs discrétionnaires des gouvernements, en particulier pour la manipulation des prix et des marchés, et elles réduisent la rentabilité des activités des groupes de pression privés, et ce, pour le plus grand bénéfice des populations en général.

Il faut espérer que l'actuel cycle de négociations se conclura par une libéralisation significative du commerce international, et ce, pour le mieux-être des populations de tous les pays, en particulier celles des plus pauvres et des plus fragiles.

LA PRESSE: Éditorial: L'OMC fait patate, par Ariane Krol - Le mercredi 30 juillet 2008

Sans une volonté renouvelée de parvenir à un compromis, on s'achemine vers un enterrement, prédisait le négociateur européen sur son blogue lundi soir. Peter Mandelson avait vu juste, l'accord a fait patate hier. Mais ce n'est que partie remise. Les agriculteurs québécois feraient mieux de s'y préparer.

Pour l'instant, rien ne change. Le système qui protège les producteurs canadiens de lait, d'œufs et de volaille de la concurrence étrangère est

toujours en place. Il ne faut cependant pas se leurrer. Si les 153 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce finissent par s'entendre, la gestion de l'offre risque de perdre des plumes.

Le ministre du Commerce international, Michael Fortier, et son collègue à l'agriculture, Gerry Ritz, jurent qu'ils ont défendu la gestion de l'offre à chaque occasion à Genève. On les croit. Sauf que les négociations ont achoppé à bien plus haut

niveau, entre les États-Unis et les pays en développement, qui n'ont jamais réussi à s'entendre sur le mécanisme de sauvegarde destiné à protéger l'agriculture des économies émergentes. Et il y aurait eu bien d'autres difficultés à aplanir ensuite. Mais si les États-Unis, l'Europe, la Chine, l'Inde et le Brésil font un jour assez de compromis pour tomber d'accord, on voit difficilement comment le Canada pourrait ne pas lâcher du lest.



Le principal avantage de la gestion de l'offre, c'est la stabilité des prix. C'est surtout intéressant pour les agriculteurs et, dans une certaine mesure, pour les consommateurs. Mais ce système, comme n'importe quel autre, présente des inconvénients. Aux rayons des œufs, du lait et de la volaille, le consommateur canadien ne bénéficie pas des effets de la concurrence. Et pour l'industrie, les possibilités d'exportation sont assez limitées.

Si les barrières tarifaires se mettent à reculer, les produits sous gestion de l'offre n'auront plus

l'exclusivité du marché canadien. Par contre, de nouveaux territoires vont s'ouvrir à eux. Ce serait bête de ne pas en profiter.

Cela fait des années qu'Ottawa, Québec et les lobbies agricoles défendent le statu quo. Comme position de négociation, c'est tout à fait justifiable. Mais comme vision de l'avenir, c'est un peu mince. Il est grand temps de réfléchir à l'après-gestion de l'offre.

Il faut identifier des créneaux dans lesquels les produits canadiens pourraient se distinguer et mettre les transformateurs dans le coup, car leur

potentiel d'exportation est beaucoup plus important. Les agriculteurs ne pourront pas le faire seuls. Les ministres de l'Agriculture doivent faire preuve de leadership, et être prêts à soutenir les projets qui ont du potentiel.

Plusieurs pays industrialisés, dont la France, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont décidé que leur industrie agroalimentaire était un moteur économique important. Ils se sont donné les moyens de la développer et d'assurer son rayonnement à l'étranger. Pourquoi ne serions-nous pas capables d'en faire autant?